



EAGLE  
FOOTBALL GROUP

## RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

31 décembre 2025

## SOMMAIRE

<b>RAPPORT SEMESTRIEL D'ACTIVITÉ AU 31 DÉCEMBRE 2025 .....</b>	<b>2</b>
1.1 Activité du 1 <sup>er</sup> semestre ... ..	3
1.2 Éléments constitutifs du résultat .....	5
1.3 Bilan consolidé simplifié et endettement .....	7
1.4 Cessions, acquisitions et prêts de joueurs – 1 <sup>er</sup> semestre 2025/2026 .....	9
1.5 Autres événements intervenus lors du 1 <sup>er</sup> semestre 2025/2026 .....	11
1.6 Facteurs de risques .....	12
1.7 Évolution des principaux contrats au cours du 1 <sup>er</sup> semestre 2025/2026 .....	12
1.8 Arrêté des comptes semestriels consolidés résumés .....	13
1.9 Résultats sportifs au 31 décembre 2025.....	14
1.10 Évènements intervenus depuis le 1 <sup>er</sup> janvier 2026.....	14
1.11 Résultats sportifs au 11 mai 2026 .....	17
1.12 Perspectives pour le 2 <sup>ème</sup> semestre 2025/2026 et à moyen terme .....	17
 <b>COMPTES CONSOLIDÉS SEMESTRIELS RÉSUMÉS AU 31 DÉCEMBRE 2025.....</b>	<b>19</b>
Faits marquants .....	26
Présentation des États financiers. ....	27
Compte de résultat .....	27
État de la situation nette consolidée .....	28
Tableau de flux de trésorerie .....	30
Tableau de variation des capitaux propres.....	32
Annexes aux comptes consolidés .....	34
 <b>ATTESTATION DU RESPONSABLE DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL .....</b>	<b>69</b>
 <b>RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'INFORMATION FINANCIÈRE SEMESTRIELLE .....</b>	<b>70</b>

# RAPPORT SEMESTRIEL D'ACTIVITÉ

## AU 31 DÉCEMBRE 2025

Au 31 décembre 2025, le Club occupait la 5<sup>ème</sup> place du championnat de Ligue 1 (place identique au 31 décembre 2024)<sup>1</sup>. Le premier semestre de l'exercice 2025/2026 bénéficie en outre de la participation du club à la phase de ligue de l'Europa League (comme en N-1).

Le total des produits des activités est en progression par rapport à N-1 et s'élève à 121,3 M€ au 31 décembre 2025, contre 117,6 M€ un an plus tôt (soit +3%), reflétant une bonne activité de trading de joueurs (45,3 M€ vs. 34,7 M€ au 31/12/24, soit +10,6 M€, +30%) mais, un recul des produits des activités hors trading joueurs (-6,9 M€ par rapport à N-1), en relation notamment avec la baisse des droits TV de Ligue 1 (-5,1 M€) consécutivement à la rupture anticipée du contrat DAZN/LFP et une activité Grands événements moins dense qu'en N-1.

La mise en œuvre du plan de réduction des coûts annoncé l'été dernier par la nouvelle Direction, se traduit par une forte baisse des Achats et charges externes ainsi que des charges de personnel, générant une amélioration significative de l'Excédent Brut d'Exploitation (EBE) de +44,0 M€ par rapport au 31 décembre 2024. L'EBE s'améliore significativement, se rapproche ainsi de l'équilibre reflétant le succès de la politique de réduction de charges mis en œuvre par la nouvelle direction, et s'établit à -2,2 M€ au 31 décembre 2025 contre -46,1 M€ en N-1.

Le résultat opérationnel s'élève à -163,7 M€ au 31 décembre 2025, contre -90,5 M€ en N-1. Ce résultat tient compte d'importantes dépréciations de créances que le Groupe détient sur des parties liées à savoir Botafogo SAF (86 M€) et Eagle Football Holdings Bidco Limited (« **Eagle Bidco** ») (40 M€), en raison d'expositions héritées du passé. Sans ces dépréciations (position retenue à la date d'arrêté des comptes semestriels, qui sera actualisée lors du prochain arrêté comptable), le résultat opérationnel s'élèverait à -37,5 M€, en amélioration de 52,9 M€ par rapport au 31 décembre 2024, bénéficiant d'un fort recul des autres amortissements et provisions (notamment sur les joueurs, en conséquence de la stratégie de réduction des charges).

Il est rappelé que l'arrêté des comptes semestriels de la Société intervient dans un contexte complexe pour l'ensemble des entités de la galaxie « Eagle Football », marqué notamment par le placement en administration judiciaire au Royaume-Uni à la fin du mois de mars de l'actionnaire majoritaire de la Société, la société anglaise Eagle Football Holdings Bidco Limited (« **Eagle Bidco** »)<sup>2</sup> et la mise en vente consécutive des actifs détenus par Eagle Bidco dont la participation de 88% qu'elle détient dans la Société ainsi que les participations contrôlantes dans les clubs de Botafogo (Brésil) et RWDM Molenbeek (Belgique).

Par ailleurs, le Groupe a découvert que des tiers se prévalaient de garanties prétendument consenties par la Société ou sa filiale OL SASU, signée par l'ancien dirigeant John Textor, pour couvrir des obligations prises par les clubs Botafogo et Molenbeek (détenus par Eagle Bidco et liés à M. Textor) qui n'étaient pas connues du Groupe (voir annexes des comptes consolidés au 31 décembre 2025).

<sup>1</sup> A date, à une journée de la fin du championnat, il occupe la 4<sup>ème</sup> place de Ligue 1, place qualificative pour la Champions League après barrages.

<sup>2</sup> Voir communiqué de presse de la Société du 27 mars 2026.

## 1.1 ACTIVITÉ DU 1<sup>ER</sup> SEMESTRE

### Résultats sportifs

Au 31 décembre 2025, l'équipe professionnelle masculine occupait la 5<sup>ème</sup> place de Ligue 1 (classement identique au 31 décembre 2024).

Classé à la 6<sup>ème</sup> place de Ligue 1 au terme de la saison précédente, le club s'était qualifié directement pour la phase de ligue de l'Europa League 2025/2026, de la même manière qu'en 2024/2025.

**Total des produits des activités au 31 décembre 2025 : 121,3 M€**

**(117,6 M€ au 31 décembre 2024, soit +3,7 M€, +3%)**

en M€ (du 1 <sup>er</sup> juillet au 31 décembre)	31/12/25 6 mois	31/12/24 6 mois	Var	Var %
Billetterie championnat et autres matchs	20,2	15,4	+4,8	+31%
Billetterie Europe	2,0	2,3	-0,4	-15%
<b>Billetterie</b>	<b>22,2</b>	<b>17,8</b>	<b>+4,4</b>	<b>+25%</b>
Droits TV LFP-FFF	6,4	11,4	-5,1	-44%
Droits TV UEFA	16,4	15,5	+0,9	+6%
<b>Droits TV et marketing</b>	<b>22,8</b>	<b>26,9</b>	<b>-4,1</b>	<b>-15%</b>
Partenariats-Publicité	14,7	15,0	-0,3	-2%
Produits dérivés	7,4	7,3	+0,1	+2%
Autres produits de la marque	5,4	5,2	+0,2	+3%
<b>Produits de la marque</b>	<b>12,8</b>	<b>12,5</b>	<b>+0,3</b>	<b>+2%</b>
Séminaires et visites	1,8	3,3	-1,5	-46%
Grands événements	1,7	7,4	-5,6	-77%
<b>Events</b>	<b>3,5</b>	<b>10,7</b>	<b>-7,2</b>	<b>-67%</b>
<b>Produits des activités (hors trading joueurs)</b>	<b>76,0</b>	<b>82,9</b>	<b>-6,9</b>	<b>-8%</b>
Produits de cessions des contrats joueurs	45,3	34,7	+10,6	+30%
<b>Total des produits des activités (1)</b>	<b>121,3</b>	<b>117,6</b>	<b>+3,7</b>	<b>+3%</b>

(1) IAP (Indicateur Alternatif de Performance) qui comprend les Produits des activités hors trading ainsi que les produits de cessions de contrats joueurs.

#### **Billetterie : 22,2 M€ au 31 décembre 2025 (+4,4 M€ vs N-1, +25%)**

Les revenus de Billetterie affichent une bonne performance au 31 décembre 2025, en progression de 4,4 M€ par rapport à N-1.

Ils bénéficient par ailleurs d'un changement de méthode de comptabilisation des revenus Hospitalités<sup>3</sup> qui sont désormais reconnus en totalité sur la ligne Billetterie.

Au 31 décembre 2025, les revenus de « Billetterie championnat et autres matchs » s'établissent à 20,2 M€, contre 15,4 M€ en N-1, avec 8 matchs joués à domicile au cours du 1<sup>er</sup> semestre 2025/2026, contre 7 matchs au 31 décembre 2024.

<sup>3</sup> Une partie des revenus Hospitalités étaient reconnus sur la ligne Partenariats-Publicité au cours des exercices précédents, ce changement de mode de comptabilisation génère un impact de +2,7 M€ sur la ligne de revenus de Billetterie.

Les revenus de Billetterie Europe s'élèvent à 2,0 M€, contre 2,3 M€ au 31 décembre 2024, intégrant les recettes de 3 matchs de la phase de Ligue de l'Europa League joués à domicile sur le 1<sup>er</sup> semestre (comme en N-1).

Les indicateurs d'activité en Ligue 1 sont globalement en hausse : le revenu moyen par spectateur s'élève à 45,9 € (vs. 45,6 € en N-1), le taux moyen de marge brute à 61% (vs. 58% en N-1), le revenu moyen par match à 2,3 M€ (vs. 2,4 M€ en N-1). Le nombre d'abonnés pour le championnat progresse également et s'établit à 26 927 (26 522 au 31 décembre 2024). L'affluence moyenne au Groupama Stadium pour les matchs de l'OL en Ligue 1 est en légère baisse sur ce 1<sup>er</sup> semestre, mais demeure très supérieure à celle des clubs de Ligue 1 (près de 2 fois la moyenne des clubs de Ligue 1) et s'établit à 49 212 spectateurs au 31 décembre 2025, contre 52 461 au 31 décembre 2024.

#### **Droits TV et marketing : 22,8 M€ au 31 décembre 2025 (-4,1 M€ vs N-1, -15%)**

Au 31 décembre 2025, comme en N-1, les droits TV bénéficient de la participation du club en phase de ligue de l'Europa League et enregistrent des droits TV UEFA à hauteur de 16,4 M€ (15,5 M€ en N-1).

Sur le plan national, les droits TV LFP/FFF sont impactés par la forte baisse des droits TV nationaux, consécutivement à la rupture anticipée du contrat DAZN/LFP en juin 2025. Depuis le début de saison 2025/2026, les matchs de Ligue 1 sont diffusés via la plateforme « Ligue 1+ », créée par la LFP, et via BeIN SPORTS. Au 31 décembre 2025, les revenus de droits TV LFP sont calculés sur la base du guide de répartition initial validé par le conseil d'administration de la LFP du 7 août 2025 (contrats nationaux et internationaux conclus + indemnité de résiliation DAZN), complétés des premiers revenus encaissés liés à la plateforme Ligue 1+. Le guide de répartition initial devrait être complété par un ou plusieurs guides de répartition complémentaires intégrant la répartition des revenus nets de la chaîne Ligue1+. La LFP anticipe que les deux premières années d'exploitation de la plateforme seront financièrement difficiles avec une importante baisse de revenus, puis une montée en puissance progressive au cours des années suivantes.

Au 31 décembre 2025, les droits TV LFP/FFF s'élèvent ainsi à 6,4 M€ (avec une 5<sup>ème</sup> place au classement provisoire en Ligue1) contre 11,4 M€ au 31 décembre 2024 (classement identique).

#### **Partenariats-Publicité : 14,7 M€ au 31 décembre 2025 (-0,3 M€ vs N-1, -2%)**

Avec un classement identique à N-1 (5<sup>ème</sup> du classement provisoire de Ligue 1 au 31 décembre), les revenus de Partenariats-Publicité se maintiennent à un niveau élevé, malgré l'impact défavorable du changement de méthode de comptabilisation des revenus Hospitalités sur cette ligne de revenus décrite plus avant (environ -2,7 M€ vs N-1).

#### **Produits de la marque : 12,8 M€ au 31 décembre 2025 (+0,3 M€ vs N-1, +2%)**

Les produits dérivés s'élèvent à 7,4 M€ au 31 décembre 2025 (+2% vs. N-1), avec une bonne performance des revenus des boutiques et les autres produits de la marque s'établissent à 5,4 M€ au 31 décembre 2025 (5,2 M€ au 31 décembre 2024).

#### **Events : 3,5 M€ au 31 décembre 2025 (-7,2 M€ vs N-1, -67%)**

Au sein de la ligne d'activités Events, les revenus des Grands Événements atteignent 1,7 M€, avec le concert d'Imagine Dragons le 3 juillet 2025. Au 31 décembre 2024, l'activité avait été particulièrement dense avec onze matchs de football dans le cadre des Jeux Olympiques de Paris 2024 et un match France/Belgique dans le cadre de l'UEFA Nations League.

L'activité Séminaires et Visites subit l'impact de la conjoncture économique globale défavorable pour les entreprises en France, ainsi que la concurrence de nouveaux sites événementiels à Lyon. Elle s'élève à 1,8 M€ (3,3 M€ au 31 décembre 2024), avec un nombre de séminaires organisés sur la période de 89 séminaires et un prix moyen de 17 K€ par séminaire (20 K€ en moyenne au 31 décembre 2024).



**Produits de cessions de contrats joueurs : 45,3 M€ au 31 décembre 2025 (+10,6 M€ vs N-1, +30%)**

Conformément aux objectifs de réduction des charges de personnel et d'amélioration des résultats, l'activité de trading joueurs a été dense au cours du mercato d'été 2025. Après un total de près de 50 M€ enregistré sur la fin de l'exercice 2024/2025 (cessions de joueurs intervenues en juin 2025), les produits de cessions de joueurs réalisés entre le 1<sup>er</sup> juillet 2025 et le 31 décembre 2025, s'élèvent à 45,3 M€, avec les cessions de Georges MIKAUTADZE à Villarreal (22,2 M€), Lucas PERRI à Leeds (12,9 M€), Saël KUMBEDI à Wolfsburg (4,6 M€), ADRYELSON à Al Wasl (1,2 M€), Jordan VERETOUT à Al-Arabi (0,5 M€) et Mathieu PATOUILLET à Al-Hilal (0,3 M€), ainsi que des incentives et divers pour un montant de 3,7 M€. Au 31 décembre 2024, ils s'établissaient à 34,7 M€ avec les cessions Jake O'BRIEN à Everton (14,2 M€), Mamadou SARR à Strasbourg (9,2 M€), Jeffinho à Botafogo (5,0 M€), Mama BALDE à Brest (4,2 M€), ainsi que des *incentives* pour un montant de 2,2 M€.

**1.2 ÉLÉMENTS CONSTITUTIFS DU RÉSULTAT****Compte de résultat consolidé simplifié du 1<sup>er</sup> semestre**

en M€	31/12/25 6 mois	% Total produits	31/12/24 6 mois	% Total produits	var	var %
<b>Produits des activités hors trading joueurs</b>	<b>76,0</b>		<b>82,9</b>		<b>-6,9</b>	<b>-8%</b>
Plus-values/cessions de joueurs	23,4		23,2		0,2	1%
<i>Produits de cessions de contrats joueurs</i>	45,3		34,7		10,6	30%
<i>Valeur résiduelle des joueurs cédés</i>	-21,9		-11,5		-10,4	-90%
<b>Total produits des activités (IAP*)</b>	<b>121,3</b>	<b>100%</b>	<b>117,6</b>	<b>100%</b>	<b>3,7</b>	<b>3%</b>
Achats consommés & charges externes	-38,5	32%	-49,6	42%	11,1	22%
Impôts, taxes et versements assimilés	-2,7		-3,4		0,7	21%
Charges de personnel	-60,4	50%	-99,2	84%	38,8	39%
<b>Excédent brut d'exploitation</b>	<b>-2,2</b>	<b>-2%</b>	<b>-46,1</b>	<b>-39%</b>	<b>44,0</b>	<b>95%</b>
Dotations aux amortissements et provisions nettes	-158,6		-47,6		-111,0	-233%
Autres produits et charges opérationnels courants	-2,9		3,3		-6,2	
<b>Résultat opérationnel</b>	<b>-163,7</b>	<b>-135%</b>	<b>-90,5</b>	<b>-77%</b>	<b>-73,3</b>	<b>-81%</b>
Résultat financier	-21,8		-21,6		-0,2	-1%
<b>Résultat avant impôt</b>	<b>-185,6</b>	<b>-153%</b>	<b>-112,1</b>	<b>-95%</b>	<b>-73,5</b>	<b>-66%</b>
Charge d'impôt	-0,4		0,2		-0,6	
Quote-part de résultat net des entreprises associées	-0,5		-5,0		4,6	91%
<b>Résultat net</b>	<b>-186,5</b>	<b>-154%</b>	<b>-116,9</b>	<b>-99%</b>	<b>-69,6</b>	<b>-59%</b>
<b>Résultat revenant aux actionnaires de la société</b>	<b>-186,5</b>	<b>-154%</b>	<b>-117,0</b>	<b>-99%</b>	<b>-69,5</b>	<b>-59%</b>

\* IAP (Indicateur Alternatif de Performance) qui comprend les Produits des activités hors trading ainsi que les produits de cessions de contrats joueurs.

**Excédent Brut d'Exploitation : -2,2 M€ au 31 décembre 2025 (-46,1 M€ au 31 décembre 2024, soit +44,0 M€ vs N-1)**

L'Excédent Brut d'Exploitation (EBE) semestriel s'améliore significativement et s'élève à -2,2 M€ au 31 décembre 2025, contre -46,1 M€ au 31 décembre 2024, avec un niveau de plus-values sur cessions de joueurs quasi-identique à N-1 (23,4 M€ au 31 décembre 2025 vs 23,2 M€ en N-1), en relation avec les éléments suivants :

-Les achats et charges externes diminuent de 11,1 M€ vs N-1, s'élèvent à 38,5 M€ au 31 décembre 2025. Cette réduction reflète d'une part la baisse des activités « Grands Evènements » et « Séminaires », et d'autre part, la diminution volontariste des frais généraux et des charges d'exploitation, en application de la stratégie de réduction des coûts. Le ratio Achats & charges externes/Total des produits des activités ressort ainsi à 32% au 31 décembre 2025 contre à 42% en N-1.

-Les impôts et taxes sont en légère diminution, en relation principalement avec la réduction des frais de personnel et s'élèvent à 2,7 M€ au 31 décembre 2025 contre 3,4 M€ en N-1.

-L'application de la stratégie de réduction des coûts se traduit fortement sur les frais de personnel qui enregistrent une diminution significative (-38,8 M€, soit -39%) et s'établissent à 60,4 M€ au 31 décembre 2025 (99,2 M€ au 31 décembre 2024). Cette réduction est principalement liée (i) au trading joueurs très actif au cours de l'été 2025 (cf paragraphe Activité détaillé plus avant) avec le départ de plusieurs joueurs à salaires élevés, générant une diminution de 35,8 M€ des frais de personnel sur le pôle sportif, et (ii) au Plan de Départ Volontaire réalisé lors du 1<sup>er</sup> semestre de l'année civile 2025. Le ratio Frais de Personnel/Total des produits des activités s'améliore significativement et s'établit à 50% contre 84% en N-1.

### **Résultat opérationnel : -163,7 M€ au 31 décembre 2025 (-90,5 M€ au 31 décembre 2024, soit -73,3 M€ vs N-1)**

Les dotations aux amortissements et provisions nettes s'élèvent à 158,6 M€ au 31 décembre 2025 (47,6 M€ au 31 décembre 2024).

- En raison d'expositions héritées du passé, des dépréciations de créances liées au risque de défaut identifié sur des parties liées ont été constatées au 31 décembre 2025 à hauteur de 126,2 M€, l'ensemble des créances du Groupe sur Eagle Bidco a été provisionné (40 M€)<sup>4</sup> correspondant à des frais divers supportés par la Société pour le compte d'Eagle et non réglés, et une part significative des créances du Groupe sur Botafogo a également fait l'objet d'une provision (86 M€ sur 142 M€, dont 125 M€ liés à des transferts de joueurs).
- Cette évaluation a été réalisée dans le cadre de l'arrêté des comptes au 31 décembre 2025 et sera révisée le cas échéant lors du prochain arrêté comptable.
- Les autres amortissements et provisions hors joueurs s'établissent à 9,3 M€ au 31 décembre 2025 (14,9 M€ au 31 décembre 2024, avec notamment les provisions liées au plan de départ volontaire).
- Les amortissements et provisions joueurs diminuent de 9,8 M€ et s'établissent à 22,9 M€ au 31 décembre 2025 (32,7 M€ en N-1), reflétant principalement le trading réalisé lors de l'exercice dernier et l'été 2025, conformément à la stratégie de réduction des charges.

Les autres produits et charges opérationnels courants s'établissent à -2,9 M€ reflétant notamment diverses charges nettes courantes liées aux joueurs (prêts, bonus, frais de formation, ...). Au 31 décembre 2024, ils s'élevaient à 3,3 M€, bénéficiant notamment de l'impact de la déconsolidation d'OL Féminin.

Fortement impacté par les dépréciations de créances évoquées plus avant, mais bénéficiant du recul des autres amortissements et provisions, le résultat opérationnel ressort ainsi à -163,7 M€ au 31 décembre 2025, contre -90,5 M€ en N-1. Sans ces dépréciations (position retenue à la date d'arrêté des comptes semestriels, qui sera actualisée lors du prochain arrêté comptable), le résultat opérationnel s'élèverait à -37,5 M€, en amélioration de 52,9 M€ par rapport au 31 décembre 2024.

<sup>4</sup> En net, le Groupe reste très largement débiteur vis-à-vis d'Eagle Bidco

**Résultat financier : -21,8 M€ au 31 décembre 2025 (-21,6 M€ au 31 décembre 2024, soit -0,2 M€ vs N-1)**

Le résultat financier est quasi-stable et s'élève à -21,8 M€ au 31 décembre 2025, contre -21,6 M€ en N-1.

**Résultat net part du Groupe : -186,5 M€ au 31 décembre 2025 (-117,0 M€ au 31 décembre 2024, soit -69,5 M€ vs N-1)**

Le résultat avant impôt du 1<sup>er</sup> semestre 2025/2026 s'établit ainsi à -185,6 M€ contre -112,1 M€ au 31 décembre 2024 et le résultat net part du Groupe s'élève à -186,5 M€ contre -117,0 M€ en N-1.

## 1.3 BILAN CONSOLIDÉ SIMPLIFIÉ ET ENDETTEMENT

### Bilan simplifié \*

ACTIF (en M€)	31/12/25	30/06/25	PASSIF (en M€)	31/12/25	30/06/25
Contrats joueurs	123,2	132,5	Capitaux propres (y compris minoritaires)	-347,9	-163,6
Immobilisations corporelles <sup>(1)</sup>	288,1	299,0			
Autres actifs immobilisés	2,9	10,7	Dettes financières <sup>(2)</sup>	616,3	517,9
<b>TOTAL ACTIF IMMOBILISÉ</b>	<b>414,2</b>	<b>442,2</b>	Impôts différés	1,6	1,1
Impôts différés	0,0	0,0	Provisions	2,3	2,8
Créances / contrats joueurs	43,7	24,3	Dettes / contrats joueurs	116,1	145,1
Autres actifs	188,9	271,5	Autres passifs	72,6	90,1
Trésorerie	14,1	62,1	Dettes courantes	199,8	206,5
<b>TOTAL ACTIF</b>	<b>660,9</b>	<b>800,1</b>	<b>TOTAL PASSIF</b>	<b>660,9</b>	<b>800,1</b>

\* présentation simplifiée, non conforme aux normes IFRS

#### (1) Immobilisations corporelles (incl. IFRS 16)

Stade	263,9	271,2
Centre d'entraînement	13,4	14,3
Centre de formation	6,8	7,1
Autres	4,0	6,5

#### (2) Dettes financières (incl. IFRS 16)

FCT	305,5	305,1
Term loan	41,5	41,3
RCF	32,1	32,1
Prêt d'actionnaire Eagle Bidco (déc 22)	29,0	27,4
Prêt d'actionnaire Eagle Bidco (juil 25)	92,4	0,0
Avance comptes courants	89,7	83,3
Avance compte courant John Textor	17,9	17,5
Divers (dont IFRS 16)	8,3	11,2



Les actifs liés aux contrats joueurs s'élèvent à 123,2 M€, en diminution de 9,3 M€ reflétant notamment l'important trading réalisé à l'été 2025. Au 31 décembre 2025, la valeur de marché<sup>5</sup> de l'effectif professionnel masculin est estimée à 214,1 M€ (montant identique au 30 juin 2025), induisant un niveau de plus-values potentielles estimé à 90,9 M€ (81,6 M€ au 30 juin 2025). Au 31 mars 2026, la valeur de marché de l'effectif professionnel est estimée à 240,2 M€ par Transfermarkt, témoignant de l'appréciation de la valeur de l'effectif et du succès de la politique sportive entreprise à l'été 2025.

Les immobilisations corporelles (principalement le stade, le centre d'entraînement et le centre de formation) s'élèvent à 288,1 M€ (299,0 M€ au 30 juin 2025), en diminution de 11 M€, correspondant principalement aux amortissements de la période.

Les autres actifs s'établissent à 188,9 M€ (271,5 M€ au 30 juin 2025), en diminution de 82,6 M€ en relation principalement avec les dépréciations de créances sur des parties liées, constatées sur la période et décrites plus avant.

Les capitaux propres (y compris intérêts minoritaires) sont impactés par le résultat de la période et ressortent à -347,9 M€ au 31 décembre 2025.

Les dettes financières s'établissent à 616,3 M€ contre 517,9 M€ au 30 juin 2025 (+98,4 M€), reflétant notamment un nouveau prêt d'actionnaire intervenu en juillet 2025 à hauteur de 92,4 M€ (dont 87,3 M€ de capital) au 31 décembre 2025.

Le solde des dettes et créances sur contrats joueurs s'établit à -72,4 M€ (-120,8 M€ au 30 juin 2025), grâce à un apurement des dettes sur contrats joueurs et aux nouvelles créances liées au trading réalisé.

Les dettes courantes s'élèvent à 199,8 M€, contre 206,5 M€ au 30 juin 2025.

---

<sup>5</sup> Valeur moyenne Transfermarkt et CIES

## Endettement

en M€	31/12/25	30/06/25	var
Disponibilités et CRSD	14,1	62,1	-47,9
Découverts	0,0	-0,5	0,4
<b>Trésorerie globale</b>	<b>14,1</b>	<b>61,6</b>	<b>-47,5</b>
Dettes financières	-616,3	-517,4	-98,8
<b>Endettement net de trésorerie globale</b>	<b>-602,2</b>	<b>-455,9</b>	<b>-146,3</b>
Créances sur contrats joueurs	43,7	24,3	19,4
Dettes sur contrats joueurs	-116,1	-145,1	29,0
<b>Créances - dettes nettes contrats joueurs</b>	<b>-72,4</b>	<b>-120,8</b>	<b>48,4</b>
<b>Endettement net de trésorerie, y compris créances et dettes joueurs</b>	<b>-674,6</b>	<b>-576,6</b>	<b>-97,9</b>

Au 31 décembre 2025, la trésorerie globale s'élève à 14,1 M€ (61,6 M€ au 30 juin 2025).

Les variations des dettes financières ont été détaillées plus avant.

L'endettement net de trésorerie globale (hors dettes et créances contrats joueurs) s'élève ainsi à -602,2 M€ au 31 décembre 2025 (vs. -455,9 M€ au 30 juin 2025).

La dette nette sur contrats joueurs ressort à -72,4 M€ (vs. -120,8 M€ au 30 juin 2025), reflétant la diminution des dettes sur contrats joueurs par le jeu des échéances payées sur la période et des nouvelles créances issues du trading réalisé.

Ainsi, l'endettement net de trésorerie (y compris créances et dettes nettes sur contrats joueurs) s'établit à -674,6 M€ au 31 décembre 2025 (vs. -576,6 M€ au 30 juin 2025).

## 1.4 CESSIONS, ACQUISITIONS, PRÊTS DE JOUEURS - 1<sup>ER</sup> SEMESTRE 25/26

### Produits de cessions de contrats joueurs au 31 décembre 2025 (M€)

Nom	Club	Date	Montant IFRS
MIKAUTADZE Georges	Villareal	sept.-25	22,2
PERRI Lucas	Leeds United	juil.-25	12,9
KUMBEDI Saël	Wolfsburg	déc.-25	4,6
ADRYELSON	Al Wasl Emirats	juil.-25	1,2
VERETOUT Jordan	Al-Arabi	juil.-25	0,5
PATOUILLET Mathieu	Al-Hilal	sept.-25	0,3
HALIFA Islamdine	Redstar	août-25	0,0
<b>TOTAL TRANSFERTS</b>			<b>41,7</b>
<b>INCENTIVES ET DIVERS</b>			<b>3,7</b>
<b>TOTAL</b>			<b>45,3</b>

## Mutations temporaires (sorties)

Nom	Club	Fin	Conditions et Options d'achat
TURNER Matt	MLS New England Revolution	juin-26	prêt gratuit + option d'achat 3 M€
CALETA CAR Duje	Real Sociedad	juin-26	prêt 0,5 M€ + option achat 4 M€
KUMBEDI Saël	Wolfsburg	juin-26	prêt 1 M€ + option achat 6 M€ (activée) + 2 M€ bonus max + 10%/+value
DIAWARA Mahamadou	Royal Antwerp	juin-26	prêt 250 K€ + option achat 3 M€ + 20%/+value
AKOUOKOU Paul	Saragosse	juin-26	prêt gratuit sans option d'achat
BENGUI Justin	Molenbeek	juin-26	prêt gratuit sans option d'achat
CHAIB Yacine	Molenbeek	juin-26	prêt gratuit sans option d'achat

## Résiliation de contrat

Nom	Date
MATIC Nemanja	août-25

## Acquisitions de contrats joueurs (M€)

Nom	Club	Date	Durée	Montant IFRS
MOREIRA Afonso	Sporting Club Portugal	juil.-25	4 ans	2,2
KLUIVERT Ruben	Casa Pia	juil.-25	5 ans	4,1
SULC Pavel	Viktoria Plzen	août-25	4 ans	8,4
MORTON Tyler	Liverpool	août-25	5 ans	11,2
GREIF Dominik	RCD Majorque	août-25	4 ans	4,9
<b>TOTAL TRANSFERTS</b>				<b>30,8</b>

## Arrivée de joueur libre

Nom	Durée	Fin
GHEZZAL Rachid	1 an	juin-26

## Premiers contrats professionnels à compter de la saison 2025/2026

Nom	Durée	Fin
DA SILVA Matthias	3 ans	juin-28
DE CARVALHO Mathys	3 ans	juin-28
KONAN Yvann	3 ans	juin-28

## Mutations temporaires (arrivées)

Nom	Club	Fin	Conditions et Options d'achat
KARABEC Adam	Sparta Prague	juin-26	prêt 0,3 M€ + option achat 3,5 M€ + 0,8 bonus max + 15%/+value
SATRIANO Martin	Lens	juin-26	prêt 1 M€ avec option achat 5 M€ + 1 M€ bonus + 10%/+value
HALILOU Mouhaman	Molenbeek	juin-26	prêt avec option d'achat 200 K€
HATEBOER Hans	Stade Rennais	juin-26	prêt gratuit sans option d'achat
ENDRICK	Real Madrid	juin-26	prêt 1 M€ max

## Prolongations récentes

Nom	Durée	Fin
GOMES RODRIGUEZ Alejandro	+ 1 an	juin-28
MERAH Khalis	+ 2 ans	juin-29
TAGLIAFICO Nicolas	+ 2 ans	juin-27
BARISIC Téó	+ 3 ans	juin-28
MATA Clinton	+ 2 ans	juin-28
MOLEBE Enzo	+ 2 ans	juin-29
DE CARVALHO Mathys	+ 2 ans	juin-28
DIARRA Lassine	+ 1 an	juin-28

## 1.5 AUTRES ÉVÈNEMENTS INTERVENUS LORS DU 1<sup>ER</sup> SEMESTRE 2025/26

### Décisions de la DNCG

Le 9 juillet 2025, au regard des apports réalisés (ci-après « *Soutien apporté par Eagle Bidco et Michele Kang* » et de la nouvelle politique, tant budgétaire que sportive, soutenue par la nouvelle direction du Groupe, la Commission Fédérale d'Appel de la DNCG a infirmé la décision de première instance prononcée par la DNCG en juin 2025, permettant ainsi le maintien de l'OL en Ligue 1 pour la saison 2025/2026. Un nouvel encadrement des recrutements et une limitation de la masse salariale pour la saison 2025/2026 a également été décidé (voir communiqués de presse des 9 et 11 juillet 2025). Grâce à son maintien en Ligue 1, le club a pu ainsi disputer l'Europa League 2025/2026.

Dans le cadre de l'audition de décembre 2025 sur le budget révisé de la saison 2025/2026, la DNCG a allégé les mesures d'encadrement du club pour le reste de la saison.

### Évolution de la Gouvernance et de la stratégie

Fin juin 2025, Michele Kang a pris la Présidence du Conseil d'administration et la Direction générale de la Société, et a été nommée Présidente d'OL SASU. Michael Gerlinger a été nommé Directeur général non-mandataire social d'EFG et directeur général d'OL SASU. Depuis lors, la nouvelle direction a poursuivi une démarche de transparence et de conformité, dans le cadre d'une gestion autonome du groupe OL. La Direction et l'ensemble des équipes opérationnelles mettent tout en œuvre pour que le club performe au plus haut niveau, sur le terrain comme en dehors,

afin de restaurer confiance et crédibilité pour l'institution. Une discipline financière stricte a été mise en place avec notamment un objectif de baisse de la masse salariale et de dépenses d'exploitation.

### Soutien apporté par Eagle Bidco et Michele Kang

En juillet 2025, dans le cadre de la procédure d'appel auprès de la DNCG, Eagle Football Holdings Bidco Limited (« Eagle Bidco ») a octroyé un prêt de 87,3 M€ au profit d'EFG, d'une maturité d'un an. En outre, une garantie bancaire de 30 M€ a été consentie par JP Morgan à OL SASU, contre-garantie par Michele Kang, pour couvrir d'éventuels besoins supplémentaires.

### Obtention d'un waiver bancaire

En date du 10 novembre 2025, le Groupe a signé un nouvel accord de « waiver » avec ses prêteurs RCF relatif aux covenants du 30 juin 2025, afin de redéfinir certains de ses engagements contractuels.

### Cession de parts de la société OL Féminin

Le 2 octobre 2025, OL Féminin a procédé à une réduction de capital suivie d'une augmentation de capital à laquelle n'a pas souscrit OL SASU. Au 31 décembre 2025, la participation d'OL SASU dans OL Féminin s'élève à 1,58%, YMK Holdings détenant 98,42% du capital.

## 1.6 FACTEURS DE RISQUES

De manière générale, les facteurs de risques sont décrits dans le Document d'Enregistrement Universel de l'exercice 2024/2025 (pages 7 à 15), disponible en ligne sur le site « [finance.eaglefootballgroup.com](https://finance.eaglefootballgroup.com) ».

## 1.7 ÉVOLUTION DES PRINCIPAUX CONTRATS - 1<sup>ER</sup> SEMESTRE 25/26

### Contrat de naming avec Groupama

Le 1<sup>er</sup> août 2025, le contrat de partenariat relatif au naming du stade avec Groupama a été prolongé pour une durée de 5 ans, jusqu'en 2030, portant ainsi la durée totale du partenariat à 13 ans, une durée inégalée en France pour un contrat de naming.

### Contrat de partenariat avec le Gouvernement de la République du Congo

Le 6 août 2025, un accord de Partenariat a été signé avec le Gouvernement de la République du Congo. Le Partenariat a été conclu avec l'Olympique Lyonnais, l'Olympique Lyonnais Féminin et Olympique Lyonnais Association. Ce contrat a été conclu pour 4 saisons sportives (2025/2026 à 2028/2029). Le Ministère du Congo bénéficie de divers prestations d'hospitalité et d'avantages marketing tel que notamment : La visibilité bas du maillot pour OLS et OLF, la visibilité face avant du maillot de l'équipe des jeunes pour OLA ; des prestations de visibilité sur les réseaux sociaux, une opération de développement du football en République du Congo et de formation d'éducation de jeunes

## Contrat de partenariat avec Thrillstage pour la gestion des concerts et spectacles au Groupama Stadium

L'OL et ThrillStage ont annoncé le 9 décembre 2025 la prolongation de leur partenariat initial conclu en 2024 jusqu'en 2037. ThrillStage devient l'interlocuteur unique des promoteurs musicaux pour les offres de concerts et spectacles organisés au Groupama Stadium sur la saison des grands événements, avec un rôle élargi dans la gestion des relations et la supervision de la billetterie. Le Groupama Stadium confirme son statut de scène musicale internationale majeure. L'objectif de cet accord est d'établir une coopération durable au service du rayonnement lyonnais.

## 1.8 ARRÊTÉ DES COMPTES SEMESTRIELS CONSOLIDÉS RÉSUMÉS

Les états financiers au 31 décembre 2025 ont été arrêtés par le Conseil d'Administration du 11 mai 2026, selon le principe de continuité d'exploitation, en prenant notamment l'hypothèse de l'arrivée d'un nouvel actionnaire en mesure de participer au besoin de financement du Groupe d'ici juin 2026 et de la mise en œuvre d'un plan de financement et de restructuration, reposant sur les hypothèses suivantes :

- absence d'accélération de la dette existante dans le cadre du changement de contrôle à venir ;
- un renforcement de la structure financière du groupe portant sur son passif, incluant des mesures d'aménagement de dettes financières et commerciales ;
- un renforcement des fonds propres du groupe via des abandons de créance par des parties liées et des apports d'actionnaires en capital ;
- un apport de new money sous forme d'une nouvelle ligne de dette d'ici au 31/12/2026 ;
- des cessions de joueurs sur la prochaine période de transferts ;
- un maintien de l'OL en Ligue 1 et une qualification européenne.

Des discussions avancées sont en cours avec les principales parties prenantes. En parallèle, la recherche d'un nouvel actionnaire de contrôle de la Société est gérée par l'administrateur judiciaire d'EAGLE Bidco (Cork Gully), qui a lancé un processus compétitif<sup>6</sup>. La finalisation de ces mesures est attendue d'ici la fin de la saison, en vue notamment des échéances du groupe avec les instances footballistiques (DNCG/UEFA).

Le Groupe a obtenu le 6 mai 2026 un « waiver » de la part de ses prêteurs RCF/TL en raison d'un défaut sur un ratio au 31 décembre 2025 – illustrant le soutien dont lesdits prêteurs font preuve.

Après analyse des risques et incertitudes liés notamment à la situation d'Eagle Bidco et aux besoins de liquidité, et en tenant compte de la capacité du Groupe à négocier son plan de financement et de restructuration dans les délais requis, le Conseil d'administration a validé les hypothèses structurantes retenues à l'appui du principe de continuité d'exploitation sur la base duquel ont été établis les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2025.

Il est toutefois noté que tout retard important ou toute non-réalisation de ces flux de trésorerie pourrait remettre en cause le principe de continuité d'exploitation de la Société et de ses filiales.

---

Le Groupe a découvert récemment que des tiers se prévalaient de garanties consenties, entre août 2023 et avril 2025, par la Société ou sa filiale OL SASU pour couvrir des obligations prises par les clubs Botafogo et Molenbeek

<sup>6</sup> Voir not. Communiqué de presse de la Société du 27 mars 2026.



(détenus par Eagle Bidco et liés à l'ancien dirigeant M. John Textor). Ces garanties n'étaient pas connues et n'avaient pas été reportées dans les comptes publiés les dernières années par la Société.

Les principaux termes des garanties invoquées sont les suivants :

1. Garantie de droit suisse datée d'août 2023, signée par EFG, au profit d'un club de football auquel Molenbeek a acquis un joueur, couvrant tout impayé de Molenbeek dans ce cadre (montant maximum initial : 30 M€ ; montant qui a été réclamé à EFG par le bénéficiaire de la garantie : 1,1 M€) ;
2. Garantie de droit anglais datée de mars 2024, consentie solidairement par OL SASU et Eagle Bidco<sup>7</sup>, au profit d'une société d'affacturage d'un club auprès duquel Botafogo avait acquis un joueur, pour couvrir tout impayé de Botafogo dans ce cadre (montant maximum initial : 19,9 M€ (dont 3,1 M€ de coûts de factoring mis à la charge de Botafogo) ; montant qui a été réclamé à OL SASU par le bénéficiaire de la garantie : 3,9 M€, intérêts inclus) ;
3. Il s'agirait, sur la base des informations détenues à date<sup>8</sup>, d'une garantie de droit anglais datée d'avril 2025 signée par OL SASU, au profit du même établissement que pour la garantie précédente mais agissant cette fois-ci en qualité de prêteur de Botafogo SAF, pour couvrir tout impayé de Botafogo au titre de ce prêt (montant maximal initial : de l'ordre de 30 M€ ; montant que le bénéficiaire s'est réservé le droit d'appeler auprès d'OL SASU : 14,8 M€) ; cette garantie vient garantir le même prêt qu'une prétendue créance, cédée à titre de garantie par Botafogo au même bénéficiaire, relative à des sommes dues au titre de transfert de joueurs entre Botafogo et l'OL qui ne sont jamais intervenus.

Le Groupe conteste la validité de ces engagements et prendra toutes les mesures nécessaires pour défendre ses intérêts.

Ces engagements – en présumant leur potentielle validité – sont présentés en engagements hors bilan pour leur montant nominal estimé dans les comptes des sociétés concernées.

## 1.9 RÉSULTATS SPORTIFS AU 31 DÉCEMBRE 2025

Championnat	5 <sup>ème</sup> place (après 16 journées)
Europa League	1 <sup>ère</sup> place de la phase de ligue (après 6 journées)
Coupe de France	Qualification en 1/16 de finale

## 1.10 ÉVÈNEMENTS INTERVENUS DEPUIS LE 1<sup>ER</sup> JANVIER 2026

### Mouvements joueurs

#### Cessions de contrats joueurs (M€)

Nom	Club	Date	Montant IFRS
BARISIC Téo	Rijeka	janv.-26	0,4

<sup>7</sup> Actionnaire de contrôle de Botafogo SAF et Eagle Football Group SA ; aujourd'hui en « administration » (cf CP de la Société du 27 mars 2026)

<sup>8</sup> A date, la Société n'est pas en possession d'une copie du document de garantie invoqué par le bénéficiaire ni du prêt sous-jacent.

**Mutations temporaires (sorties)**

Nom	Club	Fin	Conditions et Options d'achat
SATRIANO Martin	Getafe	juin-26	prêt max 300 K€ + option achat 6,5 M€
RODRIGUEZ Alejandro	Annecy	juil.-26	prêt gratuit sans option achat
MOLEBE Enzo	Montpellier	juil.-26	prêt gratuit sans option achat

**Acquisitions de contrats de joueurs (M€)**

Nom	Club	Date	Durée	Montant IFRS
SATRIANO Martin	Lens	janv.-26	5 ans	6,5
NARTEY Noah	Brondby	janv.-26	5 ans	8,5

**Mutation temporaire (entrée)**

Nom	Club	Fin	Conditions et Options d'achat
YAREMCHUK Roman	Olympiakos	juin-26	prêt max 1,5 M€ + option achat 5 M€
KAMARA Noham	Paris SG	juin-26	prêt gratuit + option achat 4 M€ + 2 M€ bonus max + int 20%/+value

**Premiers contrats professionnels**

Nom	Fin
CONCALVES Tiago	juin-28
GARCIA Angel	juin-29

**Prolongations récentes**

Nom	Durée	Fin
DESCAMPS Rémy	+ 2 ans	juin-29

**Évolution des contrats importants** Il n'y pas eu d'évolution des contrats principaux depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2026.

**Gouvernance**

Le Conseil d'administration d'Eagle Football Group, réuni le 6 janvier 2026, ayant pris acte des démissions de Mesdames Bethel Gotllieb (décembre 2025) et Camille Lagache (janvier 2026), et Messieurs Jamie Dinan (juin 2025) et Mark Affolter (octobre 2025) a procédé à la nomination de 3 administrateurs : Monsieur Stephen Welch (en qualité administrateur indépendant d'Eagle Bidco), Madame Victoria Westcott (administratrice indépendante) et Monsieur Gilbert Saada (administrateur indépendant). L'Assemblée Générale du 28 janvier 2026 a ratifié ces cooptations. Stephen Welch a démissionné dans l'intervalle.

Le Conseil d'administration est désormais composé de 7 administrateurs, dont 4 administrateurs indépendants, et 4 femmes.

Le Comité d'Audit est désormais composé de Gilbert Saada (Président), de Victoria Westcott et Nathalie Dechy.

Le Comité des Nominations et des Rémunérations est quant à lui composé de Sharad Tehrani (Président), Deborah Andrews, Nathalie Dechy et Victoria Westcott.

Par ailleurs, un Comité consultatif commercial a été mis en place avec Deborah Andrews (Présidente) et Gilbert Saada.

Du fait de la procédure d'administration d'Eagle Bidco pouvant générer un changement de contrôle de la Société suivi d'une offre publique obligatoire sur ses titres, et eu égard aux potentiels sujets de conflits d'intérêts, un Comité ad hoc composé de trois administrateurs indépendants (Gilbert Saada (Président), Nathalie Dechy et Victoria Westcott) a été mis en place. Ce Comité est chargé de suivre le processus d'administration pour le compte de la Société et d'émettre le cas échéant une recommandation au Conseil d'administration sur l'intérêt d'une éventuelle offre publique pour la Société, ses actionnaires et ses salariés (voir communiqué du 14 avril 2026). En outre, une délégation de pouvoirs a été consentie par Michele Kang à Gilbert Saada pour agir au nom et pour le compte de la Société et de sa filiale Olympique Lyonnais SASU notamment dans le cadre de l'évaluation et de la négociation d'une opération potentielle concernant le capital et/ou les actifs d'Eagle Bidco et le renforcement de la structure financière de la Société.

Dans le cadre de cette procédure d'administration, des NDA ont été signés avec des tiers intéressés, dont un consortium constitué de fonds Ares Capital et d'un affilié de Michele Kang,

## Litiges en cours ou potentiels

### PRPF — High Court of London

PRPF (groupe MCCC Partners), société de factoring, prétend avoir acquis auprès de Botafogo SAF une créance sur OL SASU en lien avec le transfert d'un joueur (Igor Jesus) par Botafogo à l'OL qui n'a pas eu lieu. PRPF réclame à OL SASU un montant de 43 M USD en principal, augmenté de 6,5 M USD de pénalités et d'intérêts de retard de 10% par mois. L'OL conteste devoir une quelconque somme à PRPF. Un litige est en cours devant les juridictions commerciales londonniennes. Aucune provision n'a été comptabilisée dans les comptes au 31 décembre 2025.

### Procédures initiées par Botafogo SAF devant le Tribunal de Rio de Janeiro

Le Groupe a eu connaissance, par voie de presse, d'une injonction qui aurait été prononcée le 22 avril 2026 par un Tribunal de Rio de Janeiro dans le cadre d'une procédure d'exécution forcée (*ação de execução de título extrajudicial*) initiée par Botafogo SAF à l'encontre d'OL SASU pour un montant d'environ 23,5 M€. Cette action serait liée à des avances effectuées entre entités du groupe « Eagle Football » entre février et juin 2025. À date, OL SASU n'a reçu aucune notification judiciaire au sujet d'un tel litige. Aucune dette ni provision n'a été comptabilisée dans les comptes au 31 décembre 2025.

Botafogo SAF aurait également demandé la notification judiciaire (*notificação judicial*) d'une créance d'environ 98 M€ sur OL SASU, en lien avec des avances effectuées entre entités du groupe « Eagle Football » avant février 2025. À date, OL SASU n'a reçu aucune notification judiciaire. Aucune dette ni provision n'a été comptabilisée dans les comptes au 31 décembre 2025.

## 1.11 RÉSULTATS SPORTIFS AU 11 MAI 2026

Championnat	4 <sup>ème</sup> place (à 1 journée de la fin du championnat)
Europa League	1/8 de finale (contre Celta Vigo)
Coupe de France	1/4 de finale (contre Lens)

## 1.12 PERSPECTIVES POUR LE 2<sup>ÈME</sup> SEMESTRE 2025/2026 ET À MOYEN TERME

### Plan financier

À la suite de l'annonce de l'entrée en procédure d'administration judiciaire d'Eagle Bidco<sup>9</sup>, l'administrateur judiciaire d'Eagle Bidco (Cork Gully) a lancé un processus de vente des actifs détenus par Eagle Bidco dont la participation de 88% détenue par Eagle Bidco dans EFG. Cette vente étant susceptible de générer un changement de contrôle de la Société suivi d'une offre publique obligatoire sur ses titres, et eu égard aux potentiels sujets de conflits d'intérêts puisque Michele Kang (P-DG de la Société) est susceptible de travailler sur une offre de reprise<sup>10</sup>, un Comité ad hoc composé de trois administrateurs indépendants (à savoir Gilbert Saada (Président), Nathalie Dechy et Victoria Westcott) a été mis en place par le Conseil d'Administration le 14 avril 2026<sup>11</sup>. Ce Comité est chargé de suivre le processus d'administration pour le compte de la Société et d'émettre le cas échéant une recommandation au Conseil d'administration sur l'intérêt d'une éventuelle offre publique pour la Société, ses actionnaires et ses salariés. En outre, une délégation de pouvoirs a été consentie par Michele Kang à Gilbert Saada pour agir au nom et pour le compte de la Société et de sa filiale Olympique Lyonnais SASU notamment dans le cadre de l'évaluation et de la négociation d'une opération potentielle concernant le capital et/ou les actifs d'Eagle Bidco et le renforcement de la structure financière de la Société<sup>12</sup>.

En parallèle, le Groupe négocie avec ses créanciers ou contreparties en vue d'assainir sa structure financière. – étant noté que le Groupe a obtenu le 6 mai 2026 un « waiver » de la part de ses prêteurs RCF/TL en raison d'un défaut sur un ratio au 31 décembre 2025 – illustrant le caractère constructif des discussions en cours pour assainir la situation financière du Club.

La finalisation de ces mesures de restructuration est attendue d'ici la fin de la saison, en vue notamment des échéances du groupe avec les instances footballistiques (DNCG/UEFA). Eagle Football Group est en lien étroit avec Cork Gully qui a connaissance des jalons essentiels à venir.

Ces éléments font apparaître une incertitude significative quant à la continuité d'exploitation, laquelle repose notamment sur l'arrivée d'un nouvel actionnaire, la mise en œuvre d'un plan de financement et de restructuration, et le maintien du soutien des principales parties prenantes dans le cadre requis par la DNCG et l'UEFA.

Enfin, le Groupe précise par ailleurs qu'un litige a été intenté, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2026, par la société PRPF (groupe MCCP Partners), société de factoring, qui prétend avoir acquis auprès de Botafogo SAF une créance sur OL SASU. En outre, Botafogo aurait initié des procédures contre l'OL devant le Tribunal de Rio de Janeiro mais aucune notification n'a été reçue par le Groupe à ce sujet. Aucune provision n'a été comptabilisée dans les comptes au 31 décembre 2025.

<sup>9</sup> Voir communiqué de presse du 27 mars 2026.

<sup>10</sup> Dans le cadre de la procédure d'administration d'Eagle Bidco, des NDA ont été signés avec des potentiels tiers intéressés par le rachat des 88% d'EFG détenus par Eagle Bidco, dont un consortium constitué notamment de fonds Ares Capital et d'un affilié de Michele Kang.

<sup>11</sup> Voir communiqué de presse du 14 avril 2026.

<sup>12</sup> Voir communications en date du 24 avril 2026 au titre de l'article L. 22-10-13 du code de commerce.

## Sportif

Sur le plan sportif, les ambitions du club demeurent élevées, avec un objectif de qualification récurrente en Coupe d'Europe. Le classement à date en Ligue 1 (4<sup>ème</sup> place) assurerait une place qualificative pour les barrages de Champions League pour la saison 2026/2027. La Fédération Française de Football a octroyé au club la licence UEFA pour la saison 2026/2027 suite à la commission réunie le 29 avril dernier, permettant au club de participer aux prochaines compétitions européennes en cas de qualification pour la saison prochaine.

## Events

Le Groupama Stadium accueillera les concerts de Linkin Park (16 juin 2026), d'Iron Maiden (28 juin 2026), les finales 2027 des deux coupes européennes majeures du rugby (l'Investec Champions Cup et de l'EPCR Challenge Cup, les 21 et 22 mai 2027) et le concert de de Karol G le 21 juillet 2027.

# COMPTES CONSOLIDÉS SEMESTRIELS RÉSUMÉS AU 31 DÉCEMBRE 2025

## TABLES DES MATIÈRES

Faits marquants .....	21
Présentation des états financiers. ....	26
Compte de résultat .....	27
État de la situation financière consolidée .....	28
Tableau de flux de trésorerie .....	30
Tableau de variation des capitaux propres .....	32
Annexes aux comptes consolidés .....	34
<b>Note 1 : Périmètre de consolidation</b> .....	<b>34</b>
<b>Note 2 : Recours à des estimations</b> .....	<b>36</b>
<b>Note 3 : Information sectorielle</b> .....	<b>36</b>
<b>Note 4 : Activités opérationnelles</b> .....	<b>36</b>
Note 4.1 : Produits des activités hors trading joueurs .....	36
Note 4.2 : Plus-value sur cessions de joueurs .....	38
Note 4.3 : Créances clients et actifs liés aux contrats clients .....	39
Note 4.4 : Stocks .....	40
Note 4.5 : Autres actifs courants .....	41
Note 4.6 : Autres passifs courants .....	41
Note 4.7 : Participations dans les entreprises associées .....	41
Note 4.8 : Créance d'impôt sur les sociétés non courantes .....	42
Note 4.9 : Autres actifs non courants .....	42
<b>Note 5 : Charges et avantages au personnel</b> .....	<b>43</b>
Note 5.1 : Effectifs .....	43
Note 5.2 : Charges de personnel .....	43
Note 5.3 : Rémunérations de l'équipe de Direction .....	43
Note 5.4 : Engagements de retraite .....	44
<b>Note 6 : Immobilisations corporelles et incorporelles</b> .....	<b>44</b>
Note 6.1 : <i>Goodwill</i> et autres immobilisations incorporelles .....	44
Note 6.2 : Immobilisations corporelles .....	47
Note 6.3 : Engagements hors bilan liés aux activités opérationnelles .....	50
<b>Note 7 : Autres provisions et passifs éventuels</b> .....	<b>52</b>
Note 7.1 : Provisions pour risques hors incertitudes fiscales .....	53
Note 7.2 : Autres actifs et passifs éventuels .....	53
Note 7.3 : Dotations aux amortissements et provisions nettes .....	53
<b>Note 8 : Financement et instruments financiers</b> .....	<b>54</b>
Note 8.1 : Actifs financiers non courants .....	54
Note 8.2 : Trésorerie et équivalents de trésorerie .....	54
Note 8.3 : Dettes financières courantes et non courantes .....	54
Note 8.4 : Juste valeur des instruments financiers .....	57
Note 8.5 : Endettement financier net de trésorerie .....	58
Note 8.6 : Résultat financier .....	59
Note 8.7 : Engagements liés au financement de l'exploitation du Groupe .....	59
<b>Note 9 : Impôts sur les résultats</b> .....	<b>59</b>
Note 9.1 : Ventilation de l'impôt et preuve d'impôts .....	59
Note 9.2 : Impôts différés .....	60



<b>Note 10 : Capitaux propres .....</b>	<b>60</b>
Note 10.1 : Capital social .....	61
Note 10.2 : Résultat par action .....	63
<b>Note 11 : Politique de gestion des risques .....</b>	<b>63</b>
Note 11.1 : Risques de change .....	63
Note 11.2 : Risques de liquidité et continuité d'exploitation .....	64
Note 11.3 : Les contrats de crédits .....	64
Note 11.4 : Risques de marché .....	66
Note 11.5 : Risques liés au Groupama Stadium .....	67
<b>Note 12 : Évènements post-clôture .....</b>	<b>68</b>

Les états financiers consolidés présentés sont ceux de la société Eagle Football Group SA (« **EFG** » ou la « **Société** »), anciennement dénommée Olympique Lyonnais Groupe SA (sise 10 Avenue Simone Veil, 69150 Décines-Charpieu, France) et ses filiales (ensemble le « **Groupe** »). Le Groupe s'est constitué essentiellement à partir de l'équipe de football professionnelle masculine « Olympique Lyonnais ». En prolongement de cette activité, le Groupe intervient dans les activités de spectacle et divertissement sportif ainsi que dans certains métiers complémentaires générateurs de revenus additionnels.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le Conseil d'Administration en date du 11 mai 2026.

Les états financiers et les notes sont présentés en milliers d'euros (K€), sauf indication contraire.

## FAITS MARQUANTS

**Les principaux évènements survenus au 1<sup>er</sup> semestre 2025/2026 sont les suivants :**

### • **DNCG**

La Commission Fédérale d'Appel de la DNCG, saisie par l'Olympique Lyonnais, a infirmé la décision de rétrogradation administrative en Ligue 2 prononcée le 15 novembre 2024 et confirmée en première instance le 24 juin 2025.

Une nouvelle décision, intervenue le 9 juillet 2025, permet au club de maintenir sa participation au championnat de Ligue 1 pour la saison 2025/2026, sous réserve d'un encadrement des recrutements et d'une limitation de la masse salariale fixés par la DNCG.

Dans le cadre de l'audition de décembre 2025 sur le budget révisé de la saison 2025/2026, la DNCG a allégé les mesures d'encadrement du club pour le reste de la saison.

### • **Prêt d'actionnaires**

Un prêt d'actionnaire a été consenti à la Société par Eagle Football Holdings Bidco Limited (« **Eagle Bidco** »), actionnaire à 88% de la Société, pour un montant en principal de 87,3 M€ le 7 juillet 2025. La maturité de ce prêt est de 1 an ; le prêt portant intérêt au taux SOFR à terme majoré de 8%. Ce prêt pourra éventuellement en cas de demande du prêteur être inclus dans une souscription d'augmentation de capital par compensation de créance.

### • **Garantie bancaire**

Une garantie bancaire a été accordée à la société Olympique Lyonnais SASU par JP Morgan pour un montant maximal de 30 M€, contre-garantie par YMK Holdings (holding de Michele Kang).

### • **Obtention d'un Waiver bancaire**

En date du 10 novembre 2025, le Groupe a signé un nouvel accord de « *waiver* » avec ses prêteurs, au titre des ratios du 30 juin 2025, afin de redéfinir certains de ses engagements contractuels au titre du RCF.

### • **Réduction et augmentation de capital OL Féminin**

À la date 2 octobre 2025, la société OL Féminin a procédé à une réduction de capital suivi d'une augmentation de capital auxquelles le Groupe n'a pas participé. La valeur de l'action est passée de 1 euro à 0,35 euro. En parallèle, le pourcentage de détention est passé de 5,1% à 1,6%. L'impact a été comptabilisé en diminution des immobilisations financières au 31 décembre 2025 pour un montant de 1,2 M€.

### • **Augmentation de capital Asvel masculin**

Le Groupe OL n'a pas participé à l'augmentation de capital de l'Asvel masculin qui a eu lieu le 17 décembre 2025. Le taux de détention par Eagle Football Group est réduit de 26,81% à 19,61%. La société est mise en équivalence jusqu'au 31 décembre 2025 et sera déconsolidée sur le second semestre.

### • **Variation de périmètre Le Travail Réel**

La société Le Travail Réel a procédé à une augmentation de capital à laquelle Eagle Football Group n'a pas souscrit en date du 12 novembre 2025. Le pourcentage de détention d'Eagle Football Group est passé de 16,4% à 12,37%.

### • **Créances envers la société Botafogo SAF**

Au 31 décembre 2025, la société OL SASU détient sur Botafogo SAF (club de football brésilien contrôlé par Eagle Football Holdings Bidco Limited, actionnaire commun de la Société) des créances d'un montant brut total de 133,2 M€, composées :

- de créances commerciales relatives à des transferts de joueurs (Jeffinho, Luiz Henrique, Jair Paula, Thiago Almada, Igor Jesus, A. Sarr), pour un montant de 124,9 M€ ;
- d'une créance financière de 8,2 M€ (nominal et intérêts) correspondant à un prêt accordé à la filiale OL Brésil Ltda, dont l'unique actif est lui-même une créance sur Botafogo SAF, de sorte que le débiteur économique final peut être considéré, par transparence, comme étant Botafogo SAF.

Par ailleurs, une immobilisation incorporelle d'un montant de 7,6 M€ avait été reconnue dans les comptes au 30 juin 2025 au titre des droits économiques futurs sur le joueur Savarino, dont le transfert à l'OL avait fait l'objet d'une convention avec Botafogo SAF.

Aussi, la société Eagle Football Group détient une créance financière pour un montant brut total de 0,6 M€ en lien avec la cession de l'entité Gol de Placa en 2024.

Il est rappelé que, lors de la clôture annuelle au 30 juin 2025, aucune dépréciation n'avait été comptabilisée sur ces créances, en raison de discussions en cours entre le Groupe, Botafogo SAF et Eagle Bidco portant sur une solution amiable de compensation tripartite fondée sur l'existence de dettes réciproques entre les entités concernées. Cette hypothèse est désormais caduque, pour les raisons suivantes :

- Eagle Bidco a été placée en procédure d'administration (procédure collective) au Royaume-Uni fin mars 2026, rendant toute solution amiable tripartite inopérante ;
- Aucun règlement n'a été reçu de Botafogo SAF, dont près de 51,8 M€ de créances sont échues et impayées à la date d'arrêté des présents comptes ;
- Les courriers de relance formels adressés par OL SASU à Botafogo SAF en janvier et février 2026 sont demeurés sans réponse ;
- La situation financière de Botafogo SAF s'est significativement dégradée, comme en attestent notamment les sanctions de la FIFA pour impayés (interdiction temporaire de recrutement), les retards de paiements envers des tiers (joueurs, agents, clubs), l'absence de publication des comptes au 30 juin 2025 à la date d'arrêté, et un rapport d'évaluation indépendant publié en avril 2026 concluant à une valeur économique négative estimée à environ -84 M€.

Sur la base de ces éléments, la Société a qualifié Botafogo SAF en client douteux et a procédé à l'estimation d'une perte de crédit attendue (ECL) selon un modèle de scénarios probabilisés, reflétant les différentes issues plausibles du processus d'administration d'Eagle Bidco et leurs conséquences sur la capacité de recouvrement des créances sur Botafogo SAF.

Quatre scénarios ont été retenus : (i) insolvabilité / restructuration forcée avec recouvrement nul, (ii) cession du club à un repreneur ne reprenant que 30 %s des créances existantes (iii) cession du club à un repreneur ne reprenant que 50 % des créances existantes (iv) recouvrement intégral par un repreneur solide.

Par ailleurs, l'immobilisation incorporelle de 7,6 M€ relative au joueur Savarino a fait l'objet d'une dépréciation intégrale conformément à IAS 36, Botafogo SAF ayant cédé le joueur à un tiers sans formalisation d'un accord opposable à l'OL. Une créance potentielle de 3,5 M€ correspondant à la quote-part du prix de cession devant revenir

à OL SASU n'est pas comptabilisée à ce stade, en l'absence de droit contractuel suffisamment formalisé à la date de clôture.

Au total, la dépréciation comptabilisée dans les comptes semestriels au 31 décembre 2025 au titre des expositions sur Botafogo s'établit à 86,2 M€ se décomposant ainsi : 69,1 M€ sur les créances joueurs, 9,5 M€ sur diverses créances financières, 7,6 M€ sur les immobilisations incorporelles (cf notes 4.5, 4.9 et notes sur les parties liées).

#### • **Créances envers la société Eagle Football Holdings Bidco**

Une procédure d'«administration» (procédure collective au UK) étant en cours sur la société mère Eagle Football Holdings Bidco, (l'actionnaire majoritaire de la Société), le Groupe a décidé de procéder à une dépréciation des créances détenues sur cette société pour un montant de 39,6 M€ (cf notes 4.3 et 4.5)). Il est précisé que le Groupe reste, au total, très largement débiteur vis-à-vis d'Eagle Bidco qui a consenti plusieurs prêts d'actionnaires à la Société (cf note 8.3(b)).

#### • **Garanties (dont la validité reste à confirmer) découvertes postérieurement à la clôture**

Au cours du premier trimestre 2026, des tiers ont porté à la connaissance du Groupe l'existence de trois garanties qui lui auraient été consenties par Eagle Football Group ou OL SASU lors de précédents exercices sociaux, signées par son ancien Président M. John Textor, pour couvrir des obligations de Botafogo SAF ou de Molenbeek (des sociétés hors du groupe OL mais liées à M. Textor). Ces garanties n'étaient pas connues et n'avaient pas été reportées dans les comptes antérieurs.

Les principaux termes des garanties invoquées sont les suivants :

1. Garantie de droit suisse datée d'août 2023, signée par Eagle Football Group, au profit d'un club de football auquel Molenbeek a acquis un joueur, couvrant tout impayé de Molenbeek dans ce cadre (montant maximum initial : 30 M€ ; montant qui a été réclamé à Eagle Football Group par le bénéficiaire de la garantie : 1,1 M€) ;
2. Garantie de droit anglais datée de mars 2024, consentie solidairement par OL SASU et Eagle Bidco, au profit d'une société d'affacturage d'un club auprès duquel Botafogo avait acquis un joueur, pour couvrir tout impayé de Botafogo dans ce cadre (montant maximum initial : 19,9 M€ (dont 3,1 M€ de coûts de factoring mis à la charge de Botafogo) ; montant qui a été réclamé à OLSASU par le bénéficiaire de la garantie : 3,9 M€ intérêts inclus) ;
3. Il s'agirait, sur la base des informations détenues à date, d'une garantie de droit anglais datée d'avril 2025 signée par OLSASU, au profit du même établissement que pour la garantie précédente mais agissant cette fois ci en qualité de prêteur de Botafogo SAF, pour couvrir tout impayé de Botafogo au titre de ce prêt (montant maximum initial : de l'ordre de 30 M€ ; montant que le bénéficiaire s'est réservé le droit d'appeler auprès d'OL SASU : 14,8 M€) ; cette garantie vient garantir le même prêt qu'une prétendue créance cédée à titre de garantie par Botafogo au même bénéficiaire, relative à des sommes dues au titre de transfert de joueur entre Botafogo et l'OL SASU qui ne sont jamais intervenus.

Le Groupe en conteste la validité et prendra les mesures nécessaires pour défendre ses intérêts.

Ces engagements – en présumant leur potentielle validité – sont présentés en engagements hors bilan pour leur montant nominal estimé (cf note 6.3.3). Au regard des explications qui précèdent, notamment de l'incertitude substantielle pesant sur la validité juridique de ces engagements, aucune provision n'a été comptabilisée dans les comptes semestriels au 31 décembre 2025. La position comptable sera réexaminée à l'occasion de l'arrêté des comptes annuels au 30 juin 2026.

#### **Cessions de joueurs**

Au cours du semestre, l'Olympique Lyonnais a réalisé des revenus de trading de joueurs, pour un montant cumulé de 45,3 M€, dont notamment les cessions des contrats de Lucas Perri au club anglais de Leeds United (12,9 M€), Mikautadze au club espagnol de Villarreal (22,5 M€), Saël Kumbédi au club allemand de Wolfsburg (5,5 M€),

Adryelson au club Emirati d'Al Wasl (1,2 M€), Jordan Veretout au club qatari de Al Arabi (0,5 M€) (l'impact des plus-values de cession joueurs est donné en note 6).

#### • **Acquisition de joueurs**

Le Groupe a procédé notamment aux acquisitions du joueur Dominik Grief pour 4,9 M€, Tyler Morton pour 11,2 M€, Pavel Sulc pour 8,4 M€, Ruben Kluivert pour 4,1 M€, Afonso Moreira pour 2,2 M€ et Martin Satriano pour un montant de 6,5 M€.

Le Groupe a obtenu le prêt jusqu'au 30 juin 2026 des joueurs Adam Karabec, en provenance de Sparta Prague, pour un montant de 0,3 M€, et de Endrick en provenance du Real Madrid pour un montant variable maximum de 1 M€.

#### • **Mutations temporaires de joueurs**

Le Groupe a procédé notamment aux mutations temporaires du joueur Duje Caleta Car au club de la Real Sociedad, Sael Kumbedi au club de Wolfsburg, Mahamadou Diawara au club de Anvers et de Matt Turner au club de New England.

**Pour rappel, les principaux faits marquants intervenus au cours de l'exercice précédent ont été les suivants :**

#### • **Cession d'actions de la société OL Féminin pour ne conserver qu'une participation très minoritaire**

Au cours des mois de décembre 2024 et de juin 2025, la société YMK Holdings, déjà détentrice du capital d'OL Féminin à hauteur de 52,91% a acquis un nombre respectif de 11 840 000 et de 3 706 195 actions détenues par le Groupe (en ce compris OL Association) pour porter sa participation à 94,86%. La participation du Groupe est donc passée respectivement de 47,09% à 15,14% au 31 décembre 2024 puis à 5,14% au 30 juin 2025. Ces cessions d'actions ont eu pour conséquence la déconsolidation d'OL Féminin au 31 décembre 2024.

#### • **Plan de réorganisation**

Tel qu'annoncé en septembre 2024, le plan de rationalisation des coûts s'est traduit notamment par la conclusion d'un accord avec les partenaires sociaux au mois de décembre 2024. Les plans de sauvegarde de l'emploi de OL SASU et Eagle Football Group, incluant une phase de départ volontaires ont été homologués le 3 janvier 2025. La majorité des départs sont intervenus avant le 30 juin 2025. Le Groupe a cependant constaté dans les comptes une provision de 980 K€ correspondant principalement à des montants à verser à France Travail, à des mesures sociales et à des honoraires.

#### • **Évolution de gouvernance**

Le Conseil d'administration, dans sa séance du 27 juin 2025 a pris acte de la volonté de M. John Textor de démissionner de son mandat d'administrateur et de ses fonctions de Président Directeur Général. Le conseil a décidé de nommer, afin de remplacer M. John Textor à la date de sa démission, conformément aux articles 16 et 17 des statuts de la Société, Mme Yongmee Michele KANG comme Présidente et Directrice Générale de la Société pour la durée restant à courir de son mandat d'administrateur. Michele KANG a également été nommée présidente d'OL SASU.

#### • **DNCG**

La DNCG a prononcé le 15 novembre 2024 une rétrogradation administrative en Ligue 2 à titre conservatoire à l'encontre du club, décision confirmée en première instance le 24 juin 2025.

Cette décision a toutefois été infirmée après la clôture de l'exercice.

**UEFA**

Faisant suite au non-respect de certaines exigences de stabilité financière constaté par l'UEFA pour la période de surveillance 2024/2025, OL SASU a signé le 26 juin 2025 un accord de règlement de 4 ans avec l'instance de contrôle financier des clubs de l'UEFA. Cet accord, couvrant les saisons 2025/2026 à 2028/2029, prévoit une pénalité fixe de 12,5 M€ qui a été comptabilisée sur l'exercice et des pénalités conditionnelles pouvant atteindre 37,5 M€, assorties d'engagements visant à rétablir l'équilibre financier du club d'ici 2028.

**• Cessions de joueurs**

Au cours l'exercice, le Groupe a réalisé des revenus de trading de joueurs, pour un montant cumulé de 111,1 M€, dont notamment les cessions des contrats Rayan CHERKI au club de Manchester City (31,4 M€) Jake O'BRIEN au club anglais d'Everton (14,2 M€), Maxence CAQUERET à Come (12,7 M€), Said BENRAHMA à Neom SC (11,1 M€), Gift ORBAN à Hoffenheim (9,3 M€), Mamadou SARR au RC Strasbourg (8,9 M€), JEFFINHO au club brésilien de Botafogo (4,9 M€), Mama BALDE à Brest (4,2 M€) et Amin SARR au Hellas Verone (3,2 M€) (l'impact des plus-values de cession joueurs est donné en note 6). Le Groupe avait acquis les droits économiques de quatre joueurs à destination du club brésilien de Botafogo pour un montant de 117,7 M€.

**• Acquisition de joueurs**

Le Groupe a procédé aux acquisitions des joueurs Moussa NIAKHATE pour 29,9 M€, Ernest NUAMAH pour 27,3 M€, Georges MIKAUTADZE pour 21,1 M€, Vinicius ABNER pour 9,0 M€, Matt TURNER pour 8,3 M€, Tanner TESSMANN pour 7,3 M€, Jordan VERETOUT pour 5,2 M€ qui se traduisent par une augmentation des immobilisations incorporelles liées aux contrats joueurs. Le Groupe a obtenu le transfert des droits économiques futurs de cinq joueurs en provenance du club brésilien de Botafogo pour un montant de 125,6 M€. Par ailleurs, le club de Botafogo a factorisé ces montants auprès d'établissement bancaires.

**• Mutations temporaires de joueurs**

Le Groupe a procédé aux mutations temporaires du joueur Johann LEPENANT au club du FC Nantes, Orel MANGALA au club d'Everton, ADRYELSON au club d'Anderlecht, Mahamadou DIAWARA au club du Havre FC et Saïd BENRAHMA au club de Neom SC.



## PRÉSENTATION DES ÉTATS FINANCIERS

Les états financiers semestriels consolidés résumés ont été établis conformément à la norme IAS 34 « Information financière intermédiaire » et sur la base des normes IFRS, des amendements et des interprétations publiées par l'*International Accounting Standard Board* (IASB) telles qu'adoptées dans l'Union Européenne et d'application obligatoire au 1<sup>er</sup> jour de l'exercice, qui permet de présenter une sélection de notes explicatives.

Les états financiers semestriels ne comportent pas toutes les informations et annexes telles que présentées dans les états financiers annuels. De ce fait, les comptes consolidés semestriels doivent être lus conjointement avec les comptes consolidés de l'exercice clos le 30 juin 2025.

## ÉTATS FINANCIERS

### États financiers consolidés

#### Compte de résultat

(en K€)	Notes	31/12/2025	% du C.A.	31/12/2024	% du C.A.
<b>Produits des activités hors trading joueurs</b>	<b>4.1</b>	<b>75 965</b>	<b>100%</b>	<b>82 859</b>	<b>100%</b>
Plus-value/cessions joueurs	4.2	23 427	31%	23 244	28%
Achats consommés		-22 342	-29%	-26 336	-32%
Charges externes		-16 152	-21%	-23 273	-28%
Impôts, taxes et versements assimilés		-2 705	-4%	-3 427	-4%
Charges de personnel	5.2	-60 361	-79%	-99 203	-120%
<b>Excédent brut d'exploitation</b>		<b>-2 168</b>	<b>-3%</b>	<b>-46 135</b>	<b>-56%</b>
Dotations aux amortissements et provisions nettes	7.3	-158 641	-209%	-47 626	-57%
Autres produits et charges opérationnels		-2 927	-4%	3 285	4%
<b>Résultat opérationnel</b>		<b>-163 736</b>	<b>-216%</b>	<b>-90 476</b>	<b>-109%</b>
<b>Résultat financier</b>	<b>8.6</b>	<b>-21 842</b>	<b>-29%</b>	<b>-21 612</b>	<b>-26%</b>
<b>Résultat avant impôt</b>		<b>-185 578</b>	<b>-244%</b>	<b>-112 088</b>	<b>-135%</b>
Charge d'impôt	9.1	-437	-1%	180	0%
Quote part de résultat net des entreprises associées		-477	-1%	-5 031	-6%
<b>Résultat net de l'exercice</b>		<b>-186 492</b>	<b>-245%</b>	<b>-116 939</b>	<b>-141%</b>
<b>Résultat revenant aux actionnaires de la société</b>		<b>-186 547</b>		<b>-117 006</b>	
Résultat revenant aux intérêts minoritaires		55		67	
Résultat net par action (en euros)		-0,99		-0,62	
Résultat net par action dilué (en euros)		-0,99		-0,62	
<b>ÉTAT DU RÉSULTAT GLOBAL (en K€)</b>		<b>31/12/2025</b>		<b>31/12/2024</b>	
Écarts actuariels sur engagements de retraite	5.4	0		0	
Variation de la juste valeur des actifs financiers	8.1	0		0	
<b>Éléments non recyclables au compte de résultat</b>		<b>0</b>		<b>0</b>	
Juste valeur des instruments de couverture		195		-619	
ID correspondant					
<b>Éléments recyclables au compte de résultat</b>		<b>195</b>		<b>-619</b>	
<b>Résultat global</b>		<b>-186 297</b>		<b>-117 558</b>	
<b>Résultat global revenant aux actionnaires</b>		<b>-186 352</b>		<b>-117 625</b>	
<b>Résultat global revenant aux minoritaires</b>		<b>55</b>		<b>67</b>	

## ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE

**Actif**

Montants nets (en K€)	Notes	31/12/2025	30/06/2025
<i>Goodwills</i>	6.1	1 866	1 866
Contrats joueurs	6.1	123 216	132 481
Autres immobilisations incorporelles	6.1	1 009	8 816
<b>Immobilisations corporelles</b>	6.2	<b>280 707</b>	<b>289 759</b>
<b>Actifs liés aux droits d'utilisation</b>	6.2	<b>7 365</b>	<b>9 283</b>
<b>Autres actifs financiers</b>	8.1	<b>20 310</b>	<b>21 326</b>
<b>Créances sur contrats joueurs (part à plus d'un an)</b>	4.3 & 8.4 & 8.5	<b>27 172</b>	<b>6 888</b>
<b>Autres actifs non courants</b>	4.9	<b>33 783</b>	<b>66 390</b>
<b>Participation dans les entreprises associées</b>	4.7	<b>6 272</b>	<b>4 604</b>
<b>Créance d'impôt sur les sociétés non courants</b>	4.8	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>Impôts différés actifs</b>	9.2	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>Actifs non courants</b>		<b>501 700</b>	<b>541 412</b>
<b>Stocks</b>	4.4	<b>3 410</b>	<b>2 750</b>
<b>Créances clients et actifs sur contrats clients</b>	4.3	<b>53 266</b>	<b>28 729</b>
<b>Créances sur contrats joueurs (part à moins d'un an)</b>	4.3 & 8.4 & 8.5	<b>16 554</b>	<b>17 444</b>
<b>Créance d'impôt sur les sociétés</b>	4.8	<b>1 197</b>	<b>1 197</b>
<b>Autres actifs courants et comptes de régularisation</b>	4.5 & 8.4	<b>70 667</b>	<b>146 476</b>
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie</b>	8.2 & 8.4	<b>14 146</b>	<b>62 072</b>
<b>Actifs courants</b>		<b>159 239</b>	<b>258 669</b>
<b>TOTAL ACTIF</b>		<b>660 939</b>	<b>800 080</b>

## ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE

**Passif**

Montants nets (en K€)	Notes	31/12/2025	30/06/2025
Capital	10.1	267 328	267 328
Primes	10.1	169 795	169 795
Réserves	10.1	-601 618	-402 652
Autres fonds propres	10.1	0	0
Résultat revenant aux actionnaires de la Société		-186 547	-201 201
<b>Capitaux propres part du groupe</b>		<b>-351 042</b>	<b>-166 731</b>
<b>Intérêts minoritaires</b>		<b>3 178</b>	<b>3 124</b>
<b>Total capitaux propres</b>		<b>-347 864</b>	<b>- 163 607</b>
<b>Emprunts bancaires (part à + 1 an)</b>	8.3 & 8.4 & 8.5	<b>298 683</b>	<b>298 354</b>
<b>Emprunts &amp; dettes financières (part à + 1 an)</b>	8.3 & 8.4 & 8.5	<b>28 951</b>	<b>27 453</b>
<b>Dettes sur contrats joueurs (part à +1 an)</b>	8.3 & 8.4 & 8.5	<b>43 389</b>	<b>67 603</b>
<b>Dettes financières non courantes liées aux obligations locatives</b>	8.3	<b>5 114</b>	<b>6 776</b>
<b>Autres passifs non courants</b>	8.3 & 8.4	<b>72 638</b>	<b>90 101</b>
<b>Provision pour engagement de retraite</b>	5.4	<b>1 871</b>	<b>1 719</b>
<b>Provisions (non courant)</b>		<b>0</b>	<b>0</b>
<b>Impôts différés passifs</b>	9.2	<b>1 632</b>	<b>1 144</b>
<b>Passifs non courants</b>		<b>452 278</b>	<b>493 151</b>
<b>Provisions (part à -1 an)</b>	7.1	<b>458</b>	<b>1 123</b>
<b>Dettes financières (part à -1 an)</b>		<b>0</b>	<b>0</b>
Découverts bancaires	8.3 & 8.4 & 8.5	46	477
Emprunts bancaires	8.3 & 8.4 & 8.5	80 888	80 141
Dettes financières courantes liées aux obligations locatives	8.3	2 593	2 871
Autres emprunts & dettes financières	8.3 & 8.4 & 8.5	200 038	101 850
<b>Fournisseurs &amp; comptes rattachés</b>	4.6 & 8.4	<b>43 368</b>	<b>70 367</b>
<b>Dettes fiscales et sociales</b>	4.6 & 8.4	<b>56 006</b>	<b>73 560</b>
<b>Dettes sur contrats joueurs (part à -1an)</b>	8.3 & 8.4 & 8.5	<b>72 730</b>	<b>77 525</b>
<b>Autres passifs courants et produits constatés d'avance</b>	4.6 & 8.4	<b>100 398</b>	<b>62 621</b>
<b>Passifs courants</b>		<b>556 525</b>	<b>470 536</b>
<b>TOTAL PASSIF</b>		<b>660 939</b>	<b>800 080</b>

## Variation des flux de trésorerie

(en K€)	NOTES	31/12/2025	31/12/2024
Résultat net		-186 492	-116 939
Résultat net des entreprises associées		477	5 031
Amortissements et provisions	7.3	158 641	47 626
Autres charges et produits sans incidence sur la trésorerie		5 010	7 992
Plus values de cession des contrats joueurs	4.2	-23 427	-23 244
Plus values de cession des autres immobilisations		222	-8 563
Charges d'impôt		437	-180
<b>Capacité d'autofinancement avant impôt</b>		<b>-45 131</b>	<b>-88 276</b>
<b>Impôt payé</b>		<b>0</b>	<b>2</b>
<b>Coût de l'endettement financier net</b>	<b>8.6</b>	<b>18 814</b>	<b>21 612</b>
Clients et autres débiteurs		-29 614	55 646
Fournisseurs et autres créditeurs		64 815	11 339
<b>Variation du besoin en fonds de roulement</b>		<b>35 201</b>	<b>66 985</b>
<b>Flux net de trésorerie généré par l'activité</b>		<b>8 884</b>	<b>323</b>
Acquisitions de contrats joueurs nettes de variation des dettes		-67 216	-48 472
Acquisitions d'autres immobilisations incorporelles		-1	0
Acquisitions d'immobilisations corporelles		-328	-396
Acquisitions d'immobilisations financières		-641	-65
Cessions de contrats joueurs nettes de variation des créances		25 937	35 941
Cessions ou diminutions des autres actifs immobilisés		164	11 840
<b>Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissements</b>		<b>-42 085</b>	<b>-1 153</b>
Souscription d'emprunts bancaires		0	0
Frais d'émission d'emprunt		0	0
Avance en comptes courants	8.3	0	-33 244
Remboursements d'emprunts	8.3	-603	-25 603
Intérêts versés		-11 132	-18 030
Intérêts versés sur les dettes liées aux obligations locatives		-232	-276
Remboursement d'emprunt sur les dettes liées aux obligations locatives		-2 327	-1 546
Acquisitions d'action propres		0	80
Rachat d'intérêts minoritaires		0	0
<b>Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement</b>		<b>-14 294</b>	<b>-78 619</b>
Trésorerie d'ouverture		61 595	129 432
Variation de trésorerie		-47 495	-79 448
<b>Trésorerie de clôture</b>		<b>14 100</b>	<b>49 984</b>

(en M€)	NOTES	31/12/2025	31/12/2024
Disponibilité		14 146	50 030
Découverts bancaires		-46	-46
<b>Trésorerie de clôture</b>		<b>14 100</b>	<b>49 984</b>

**Détail des flux liés aux acquisitions de contrats joueurs**

(en K€)	NOTES	31/12/2025	31/12/2024
Acquisitions de contrats joueurs	6.1	-38 205	-104 281
Dettes joueurs au 31/12/2025	8.3	116 119	
Dettes joueurs au 30/06/2025	8.3	-145 129	
Dettes joueurs au 31/12/2024	8.3		160 985
Dettes joueurs au 30/06/2024	8.3		-105 176
<b>Acquisitions de contrats joueurs nettes des variations de dettes</b>		<b>-67 216</b>	<b>-48 472</b>

**Détail des flux liés aux cessions de contrats joueurs**

(en K€)	NOTES	31/12/2025	31/12/2024
Produits sur cessions de contrats joueurs	4.2	45 331	34 745
Créances joueurs au 31/12/2025	4.3	-43 726	
Créances joueurs au 30/06/2025			
Créances joueurs au 31/12/2024			-15 848
Créances joueurs au 30/06/2024	4.3	24 332	17 044
<b>Cessions de contrats joueurs nettes des variations de créances</b>		<b>25 937</b>	<b>35 941</b>

**Variation du besoin en fonds de roulement****Clients et autres débiteurs**

(en K€)	31/12/2025	31/12/2024
Créances clients	-54 063	34 097
Comptes de régularisation - Passif	5 030	1 627
<b>Créances clients</b>	<b>-49 033</b>	<b>35 724</b>
Actifs courant détenus en vue de la vente	0	0
Autres actifs	20 081	20 404
<b>Autres créances</b>	<b>20 081</b>	<b>20 404</b>
Stocks	-662	-482
<b>Stocks</b>	<b>-662</b>	<b>-482</b>
<b>Clients et autres débiteurs</b>	<b>-29 614</b>	<b>55 646</b>

**Fournisseurs et autres créditeurs**

(en K€)	31/12/2025	31/12/2024
Fournisseurs	-26 999	14 120
Comptes de régularisations - Actif	-278	-2 838
<b>Dettes fournisseurs</b>	<b>-27 277</b>	<b>11 282</b>
Passifs directement liés à des actifs courants détenus en vue de la vente	0	0
Autres passifs	92 093	57
<b>Autres dettes</b>	<b>92 093</b>	<b>57</b>
<b>Fournisseurs et autres créditeurs</b>	<b>64 815</b>	<b>11 339</b>



## Variation des capitaux propres

(en K€)	Capitaux propres revenant								Total des capitaux propres
	aux actionnaires de la société							aux intérêts minoritaires	
	Capital	Réserves liées au capital	Titres auto-détenus	Réserves et résultat	Autres fonds propres	Résultats enregistrés directement en capitaux propres	Total part du Groupe		
<b>Capitaux propres au 30/06/2024</b>	<b>267 327</b>	<b>169 795</b>	<b>-35 096</b>	<b>-403 175</b>	<b>0</b>	<b>37 548</b>	<b>36 400</b>	<b>2 984</b>	<b>39 384</b>
Résultat net de l'exercice				-201 201			-201 201	140	-201 062
Juste valeur des instruments de couverture						-589	-589		-589
Écart actuariel						-67	-67		-67
Variation de la juste valeur des actifs financiers							0		0
<b>Résultat net global</b>				<b>-201 201</b>		<b>-656</b>	<b>-201 857</b>	<b>140</b>	<b>-201 717</b>
Dividendes									0
Augmentation de capital et conversion d'OSRANE							0		0
Emprunt TSDI							0		0
Variation s/ OSRANE							0		0
Païement en actions							0		0
Titres d'auto contrôle			-182			-30	-212		-212
Écart de conversion						-924	-924		-924
Variation de périmètre							0		0
Autres						-138	-138		-138
<b>Capitaux propres au 30/06/2025</b>	<b>267 327</b>	<b>169 795</b>	<b>-35 278</b>	<b>-604 376</b>	<b>0</b>	<b>35 800</b>	<b>-166 731</b>	<b>3 123</b>	<b>-163 607</b>
Résultat net de l'exercice				-186 547			-186 547	55	-186 492
Juste valeur des instruments de couverture						195	195		195
Écart actuariel							0		0
Variation de la juste valeur des actifs financiers							0		0
<b>Résultat net global</b>				<b>-186 547</b>		<b>195</b>	<b>-186 352</b>	<b>55</b>	<b>-186 297</b>
Dividendes									0
Augmentation de capital et conversion d'OSRANE							0		0
Emprunt TSDI							0		0
Variation s/ OSRANE							0		0
Païement en actions							0		0
Titres d'auto contrôle						-26	-26		-26
Écart de conversion						-26	-26		-26
Variation de périmètre						2 144	2 144		2 144
Autres						-51	-51		-51
<b>Capitaux propres au 31/12/2025</b>	<b>267 327</b>	<b>169 795</b>	<b>-35 278</b>	<b>-790 923</b>	<b>0</b>	<b>38 035</b>	<b>-351 042</b>	<b>3 178</b>	<b>-347 864</b>

## MÉTHODES COMPTABLES

Conformément au règlement européen CE n° 1606/2002 du 19 juillet 2002 sur les normes comptables internationales, les états financiers consolidés du Groupe ont été établis selon les principes définis par l'IASB (*International Accounting Standards Board*), tels qu'adoptés par l'Union Européenne.

Le référentiel international comprend les normes IFRS (*International Financial Reporting Standards*), les normes IAS (*International Accounting Standards*), ainsi que leurs interprétations SIC (*Standard Interpretations Committee*) et IFRIC (*International Financial Reporting Interpretations Committee*).

Les présents états financiers consolidés semestriels condensés au 31 décembre 2025 ont été établis conformément à la norme IAS 34 « Information financière intermédiaire ». Les principales règles et méthodes comptables appliquées dans les états financiers semestriels sont similaires à celles utilisées par le Groupe dans les états financiers consolidés au 30 juin 2025, à l'exception des normes, modifications et interprétations adoptées par l'Union européenne, appliquées par le Groupe à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2025 et mentionnées ci-après :

- Amendements à IAS 21 « Absence de convertibilité »

Ces normes, amendements ou interprétations n'ont pas d'impact significatif sur les états financiers consolidés clos au 31 décembre 2025.

*Pour l'exercice 2025-2026, le Groupe n'a décidé l'application anticipée d'aucune autre norme, interprétation ou amendement.*

Par ailleurs, les normes suivantes, applicables pour les exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2026 n'ont pas été appliquées par anticipation :

- Amendements à IFRS 9 et IFRS 7 « Clarification sur les principes de classement et d'évaluation de certains actifs et passifs financiers ».

## ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDÉS

### NOTE 1 : PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION

Les sociétés dont le Groupe détient directement ou indirectement le contrôle exclusif sont consolidées par intégration globale.

L'analyse du contrôle exclusif est effectuée selon les critères définis par la norme IFRS 10 (pouvoir sur les activités pertinentes, exposition à des rendements variables et capacité d'utiliser son pouvoir pour influencer sur les rendements). Ce contrôle majoritaire est présumé exister dans les sociétés dans lesquelles le Groupe détient directement ou indirectement au moins 50% des droits de vote. Pour apprécier ce contrôle, sont pris en compte les droits de vote potentiels immédiatement exerçables, y compris ceux détenus par une autre entité. Le contrôle exclusif peut également résulter, en l'absence de détention globale, de contrats, d'accords ou de clauses statutaires (une entité ad hoc est consolidée par intégration globale,

Les sociétés dans lesquelles le Groupe exerce directement ou indirectement une influence notable, notamment en raison de la détention d'une participation représentant au moins 20% des droits de vote, sont consolidées selon la méthode de la mise en équivalence.

L'analyse des partenariats, effectuée selon les critères définis par la norme IFRS 11, n'a pas conduit à identifier de co-entreprises, ni d'activités conjointes.

La liste des sociétés comprises dans le périmètre de consolidation du Groupe et des méthodes d'intégration retenues est présentée ci-dessous :

Sociétés	Siège social N° Siren	Activité	Nombre de mois pris en compte dans les comptes consolidés	% Contrôle 31/12/25	% Intérêts 31/12/25	% Contrôle 30/06/25	% Intérêts 30/06/25	
EAGLE FOOTBALL GROUP	Lyon 421577495	Holding	6,0					
<b>SOCIÉTÉS DÉTENUES PAR EAGLE FOOTBALL GROUP</b>								
SASU OLYMPIQUE LYONNAIS	Lyon 385071881	Club de sport	6,0	100,0	100,0	100,0	100,0	IG
SAS OL LOISIRS DÉVELOPPEMENT	Lyon 832341143	Services et Conseil	6,0	100,0	100,0	100,0	100,0	IG
OL GROUP LLC	Seattle	Toutes activités	6,0	100,0	100,0	100,0	100,0	IG
OLYMPIQUE LYONNAIS LLC	Seattle	Toutes activités	6,0	100,0	100,0	100,0	100,0	IG
OL BRÉSIL	Brésil	Conseil développement du football	6,0	100,0	100,0	100,0	100,0	IG
OL FÉMININ	Lyon 911259158	Production de spectacles	6,0	1,6	1,6	5,1	5,1	NC
ASVEL BASKET SASP (2)	Lyon 388883860	Club de sport	6,0	19,6	19,6	26,8	26,8	ME
SAS LE TRAVAIL RÉEL	Lyon 852695741	Ressources humaines	-	12,4	12,4	16,4	16,4	NC
LE FIVE OL	Lyon 888434628	Complexe sportif	-	5,0	5,0	5,0	5,0	NC
SCI TOO FUN PARC	Lyon 832947733	Location de terrains et d'autres biens immobiliers	-	5,0	5,0	5,0	5,0	NC
LYON ASVEL FÉMININ	Lyon 534560552	Club de sport	-	5,3	5,3	5,3	5,3	NC
<b>ENTITÉS AD'HOC (1)</b>								
ASSOCIATION OL	Lyon 779845569	Association	6,0					IG

IG : Intégration globale

ME : Mise en équivalence

NC : Non consolidé

(1) Les entités sur lesquelles le Groupe exerce un contrôle en vertu de contrats, d'accords ou de clauses statutaires, même en l'absence de détention du capital, sont consolidées par intégration globale (entités ad hoc).

(2) Le Groupe OL n'a pas participé à l'augmentation de capital de l'Asvel masculin qui a eu lieu le 17 décembre 2025. Le taux de détention par Eagle Football Group est réduit de 26,81% à 19,61%. La société est mise en équivalence jusqu'au 31 décembre 2025 et sera déconsolidé sur le second semestre.

## Dates de clôture

Toutes les sociétés du Groupe clôturent leurs comptes au 30 juin.

## NOTE 2 : RECOURS À DES ESTIMATIONS

L'établissement des états financiers, conformément au cadre conceptuel des normes IFRS, nécessite d'effectuer des estimations et de formuler des hypothèses qui affectent les montants figurant dans les états financiers. Les principaux éléments concernés par l'utilisation d'estimations et d'hypothèses sont les tests de dépréciation des immobilisations incorporelles à durée de vie définie et indéfinie, les impôts différés, les actifs financiers et les provisions. Ces estimations partent d'une hypothèse de continuité d'exploitation, sont établies en fonction des informations disponibles lors de leur établissement. Les estimations peuvent être révisées si les circonstances sur lesquelles elles étaient fondées évoluent, ou par suite de nouvelles informations. Les résultats réels peuvent être différents de ces estimations.

## NOTE 3 : INFORMATION SECTORIELLE

Selon la norme IFRS 8, « Information sectorielle », un secteur opérationnel est une composante d'une entité qui se livre à des activités à partir desquelles elle est susceptible d'acquérir du chiffre d'affaires et d'encourir des charges :

- dont les résultats opérationnels sont régulièrement examinés par le principal décideur opérationnel de l'entité en vue de prendre des décisions en matière de ressources à affecter au secteur et d'évaluer sa performance ;
- pour laquelle des informations financières isolées sont disponibles.

La Direction du Groupe n'a pas identifié de secteurs d'activité distincts significatifs au sens de cette norme. De ce fait, le Groupe diffuse une information, présentée en note 4.1, qui détaille le chiffre d'affaires par nature et activités, ainsi que le détail des cessions par contrat joueurs.

L'exploitation de l'actif du Groupama Stadium n'est pas analysée comme un secteur d'activité distinct car elle est indissociable des activités sportives développées autour de l'équipe professionnelle de football en raison notamment du dimensionnement des installations, de l'attractivité du lieu, des sources et de l'importance des revenus.

## NOTE 4 : ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES

### Note 4.1 : Produits des activités hors trading joueurs

#### Reconnaissance des produits

La norme IFRS 15 définit un modèle en cinq étapes pour la comptabilisation des produits des activités ordinaires tirés des contrats conclus avec des clients.

- L'identification du contrat.
- L'identification des différentes obligations de performance, c'est-à-dire la liste des biens ou services distincts que le vendeur s'est engagé à fournir à l'acheteur.
- La détermination du prix global du contrat.
- L'allocation du prix global à chaque obligation de performance.
- La comptabilisation du chiffre d'affaires lorsqu'une obligation de performance est satisfaite.

La reconnaissance du chiffre d'affaires est liée à l'obligation de performance pour chaque type de vente.

Le chiffre d'affaires est enregistré et reconnu selon les modalités suivantes :

- **Sponsoring (partenariats/publicité) :**

Les modalités de contrats de sponsoring indiquent les montants à reconnaître au titre du semestre concerné.

- **Les droits marketing et télévisuels :**

- **Ligue de Football Professionnel (LFP) (Ligue 1) et Fédération Française de Football (FFF)**

La participation du Club à cette compétition nationale conditionne cette catégorie de revenus. Le Conseil d'Administration de la Ligue définit, en début de saison, les montants qui seront reversés aux clubs pour la saison en cours et leur mode de répartition.

Le constat de sa réalisation est fait sur la base de l'avancement de la saison et des matchs joués.

- **Les recettes de l'Union Européenne des Associations de Football (UEFA) / Europa League**

Le fait générateur des recettes UEFA / Europa League est la participation du Club à cette compétition européenne. Le parcours sportif du Club au sein de cette compétition détermine le montant des recettes en accord avec le memorandum financier de l'UEFA pour la saison concernée.

- **Les produits de la marque** sont les revenus liés à la commercialisation de produits de merchandising, d'exploitations de licences et organisation, ainsi que les « *signing fees* ». Les *signing fees* sont reconnus lors de la réalisation de l'obligation de performance distincte ou étalés sur la durée du contrat auquel il se rattache en l'absence d'obligation de performance spécifique distincte.
- **Les produits de billetterie** sont rattachés à la saison sportive et sont reconnus lorsque les matchs sont joués. L'obligation de performance se réalise lorsque les matchs sont joués. Les abonnements vendus au titre de la saison à venir sont enregistrés en produits constatés d'avance.
- **Les revenus Events** se rapportent aux nouvelles activités complémentaires, développées depuis la mise en service du nouveau stade (concerts, événements sportifs hors football, accueil de conventions, séminaires *BtoB* et événements corporate, visites du stade, etc...). Le chiffre d'affaires est comptabilisé sur la base de la réalisation des prestations.

## Ventilation des produits d'activités hors trading joueurs

### Ventilation des produits par nature d'activité

La ventilation des produits d'activités s'analyse comme suit :

(en K€)	31/12/2025	31/12/2024
Billetterie championnat et autres matchs	20 199	15 439
Billetterie Europe	1 973	2 332
<b>Billetterie</b>	<b>22 173</b>	<b>17 770</b>
Droits TV /LFP-FFF	6 379	11 433
Droits TV / UEFA	16 436	15 498
<b>Droits TV et marketing</b>	<b>22 816</b>	<b>26 930</b>
<b>Partenariats-Publicité</b>	<b>14 680</b>	<b>14 977</b>
Produits dérivés	7 407	7 294
Autres produits de la marque	5 371	5 213
<b>Produits de la marque</b>	<b>12 779</b>	<b>12 507</b>
Séminaires et visites	1 802	3 318
Grands événements	1 715	7 356
<b>Events</b>	<b>3 517</b>	<b>10 674</b>
<b>Produits des activités</b>	<b>75 965</b>	<b>82 859</b>

Les droits TV LFP/FFF correspondent à la 5<sup>ème</sup> place du Championnat de France au 31 décembre 2025 (contre la 6<sup>ème</sup> place en N-1). Une diminution est constatée et s'explique par la rupture anticipée du contrat DAZN/LFP.

Les droits TV UEFA correspondent aux droits liés aux parcours de l'équipe professionnelle en coupe d'Europe sur le premier semestre.

Les Events sont en diminution par rapport à la période précédente liés à l'absence à une actualité moins dense.

## Ventilation des produits par Pays

(en K€)	31/12/2025	31/12/2024
Groupe OL France	75 965	82 859
	75 965	82 859

## Note 4.2 : Plus-value sur cessions de joueurs

Les cessions de contrats joueurs (cessions d'immobilisations incorporelles) ne répondent pas à la définition d'un chiffre d'affaires et sont présentées en autres produits sur une ligne spécifique libellée « plus-value s/ cessions de joueurs ».

## Produits de cession des contrats joueurs

Les produits de cessions des contrats joueurs sont enregistrés à la date d'homologation de la convention de mutation définitive qui correspond à la date de transfert du contrôle. Au cas où l'homologation ne s'applique pas, c'est la date à laquelle la Ligue a été prévenue de la signature de la convention de mutation qui est retenue. Les compléments de prix éventuels sont comptabilisés lorsque la condition suspensive est réalisée. Si la condition suspensive n'est pas réalisée, le complément de prix figure en engagement hors bilan.

Les contrats clients ne comportent pas de composante financement, à l'exception des créances liées aux règlements des contrats de cessions joueurs (règlements sur 1 à 5 ans).

L'impact de l'actualisation de ces créances a été pris en compte au 31 décembre avec un taux euribor 12 mois + 2 points.

(en K€)	31/12/2025	31/12/2024
MIKAUTADZE	22 536	
PERRI	12 988	
KUMBEDI	5 517	
ADRYELSON	1 236	
NDIAYE	542	
LUKEBA	500	
VERETOUT	474	
KALULU	456	
CALETA CAR	428	
DIAWARA	238	
PATOUILLET	325	
O'BRIEN	86	14 166
SARR M.		9 169
JEFFINHO		5 000
BALDE		4 163
ANDERSEN		1 466
TERRIER		540
RACCIOPPI		241
DIVERS	7	
Produits de cessions des contrats joueurs	45 331	34 745
(en K€)	31/12/2025	31/12/2024

Produits de cessions des contrats joueurs	45 331	34 745
Valeur résiduelle des contrats joueurs	-21 904	-11 501
<b>Plus-value sur cession de joueurs</b>	<b>23 427</b>	<b>23 244</b>

La plus-value est liée principalement à la cession des contrats de Mikautadze, Perri et Kumbedi.

#### Note 4.3 : Créances clients et actifs liés aux contrats clients

##### Créances clients et actifs liés aux contrats clients

Les créances sont valorisées initialement à la juste valeur qui correspond le plus souvent à leur valeur nominale. Ces créances sont actualisées si elles ont une échéance supérieure à 6 mois. Le taux utilisé pour l'actualisation est le taux Euribor et/ou BTAN correspondant à l'échéance de la créance.

Les principaux clients (chiffre d'affaires > 10% du total consolidé) sont la Ligue de Football Professionnel, et SportFive.

Les provisions sur les créances clients sont constatées pour tenir compte des pertes attendues, conformément aux principes définis par la norme IFRS9 selon la méthodologie suivante :

- Clients douteux (clients pour lesquels il existe un risque élevé de défaillance) : provision au cas par cas ;
- Clients pour lesquels des indices de pertes de valeur ont été identifiés (retards règlement, litiges, ...) : provision individuelle en cas de retard supérieur à 12 mois ;
- Clients sans indices de pertes de valeur à la date de clôture : une provision pour pertes attendues est constatée au cas par cas, en tenant compte d'informations quantitatives et qualitatives (ex : informations sur le client, notation du client, ...). En pratique, aucune provision n'a été constatée, la probabilité pour risques de défaut étant considérée comme non significative.

Le détail s'analyse comme suit :

(en K€)	31/12/2025	30/06/2025
Créances clients	84 008	29 945
Provisions clients	-30 743	-1 216
<b>Créances clients et actifs sur contrats clients</b>	<b>53 266</b>	<b>28 729</b>

La variation des créances clients sur la période s'explique de la manière suivante :

- le Groupe a déprécié les créances en lien avec la société Eagle Football Holding Bidco qui fait l'objet d'une procédure au Royaume Uni pour un montant de 28,9 M€.
- une décompensation des comptes clients avec les comptes courants liés à la société Eagle Football Holding LLC a été effectuée pour un montant de 30,7 M€. En parallèle, un avoir à établir a été constaté au passif du bilan pour le même montant.

(en K€)	31/12/2025	30/06/2025
Créances sur contrats joueurs	43 726	24 332
Provisions sur contrats joueurs	0	0
<b>Créances contrats joueurs nettes</b>	<b>43 726</b>	<b>24 332</b>
dont part à moins d'un an	16 554	17 444
dont part à plus d'un an	27 172	6 888



Les créances sur contrats joueurs s'analysent comme suit :

(en K€)	31/12/2025		30/06/2025	
	courant	non courant	courant	non courant
Créances sur cessions intervenues en 2022/2023	10		10	
Créances sur cessions intervenues en 2023/2024	1 829	1 800	2 419	3 616
Créances sur cessions intervenues en 2024/2025	6 852	3 648	15 014	3 271
Créances sur cessions intervenues en 2025/2026	7 868	21 719		
<b>Total créances contrats joueurs brutes</b>	<b>16 559</b>	<b>27 167</b>	<b>17 443</b>	<b>6 887</b>
	<b>43 726</b>		<b>24 332</b>	

Le montant de ces créances contrats joueurs comprend principalement le solde des cessions intervenues sur l'exercice 2025/2026 à savoir MIKAUTADZE (22,9 M€) et KUMBEDI (5,4 M€) ainsi que sur l'exercice 2024/2025 à savoir JEFFINHO (5 M€) et SARR (1 M€) et enfin sur l'exercice 2023/2024 à savoir Bradley BARCOLA (4,6 M€). L'impact de l'actualisation au 31 décembre des créances sur contrats joueurs est de 1,2 M€.

#### Note 4.4 : Stocks

Selon la norme IAS 2 – Stocks, le coût d'acquisition des stocks comprend le prix d'achat, les frais de transport, de manutention, et les autres coûts directement attribuables à l'acquisition des marchandises, moins les rabais commerciaux, remises, escomptes financiers.

Les stocks de marchandises sont valorisés au coût unitaire moyen pondéré. Cette valeur est comparée à la valeur nette de réalisation (prix de vente estimé des produits). Le stock est évalué à la plus faible des deux valeurs. Le cas échéant, une provision est constatée pour les articles obsolètes, défectueux ou à rotation lente.

Les stocks d'Eagle Football Group proviennent de l'activité de la Business Unit Merchandising. Ces stocks sont uniquement composés de marchandises.

(en K€)	31/12/2025	30/06/2025
Stocks	3 538	2 876
Provisions stocks	-129	-126
<b>Stocks nets</b>	<b>3 410</b>	<b>2 750</b>

**Note 4.5 : Autres actifs courants**

Le détail des autres actifs courants et comptes de régularisation s'analyse comme suit :

(en K€)	31/12/2025	30/06/2025
État taxes sur le chiffre d'affaires	19 337	24 426
Créances d'impôt	2 031	2 031
Autres créances fiscales	123	19
Créances sociales	213	95
Autres actifs courants (1)	46 982	118 203
Comptes de régularisation	1 981	1 702
<b>Total autres actifs courants</b>	<b>70 667</b>	<b>146 476</b>
Provisions sur autres actifs		

<b>Montants nets autres actifs</b>	<b>70 667</b>	<b>146 476</b>
------------------------------------	---------------	----------------

(1) Au 31 décembre 2025, une dépréciation à hauteur de 78 M€ a été constatée dans les comptes en lien avec les transferts des droits économiques des joueurs en provenance du club brésilien de Botafogo et du risque de non-recouvrement de ces créances ainsi que des comptes courants (cf faits marquants de l'exercice).

Une dépréciation a été également constatée sur la période sur les comptes courants envers la société Eagle Football Holdings Bidco pour un montant de 10,7 M€

**Note 4.6 : Autres passifs courants**

(en K€)	31/12/2025	30/06/2025
Fournisseurs	43 368	70 367
Dettes fiscales et sociales	56 006	73 560
<i>dont : dettes fiscales</i>	<i>26 687</i>	<i>37 039</i>
<i>dont: dettes sociales</i>	<i>29 320</i>	<i>36 521</i>
Autres passifs courants et produits constatés d'avance	100 398	62 621
<i>dont: dettes sur immobilisations et autres dettes</i>	<i>58 584</i>	<i>56 546</i>
<i>dont: avoir clients</i>	<i>31 216</i>	<i>507</i>
<i>dont: produits constatés d'avance</i>	<i>10 598</i>	<i>5 568</i>
<b>Total passifs courants</b>	<b>199 773</b>	<b>206 547</b>

Au 31 décembre 2025 les dettes sur immobilisations et autres dettes sont principalement composées de dettes liées au transfert des droits économiques de cinq joueurs provenant du club brésilien de Botafogo intervenus sur l'exercice dernier pour un montant de 47,9 M€ en courant (36,6 M€ au 30 juin 2025).

À noter que la partie non courante liée à ces acquisitions s'élevant à 46,2 M€ est classée en passif non courant (cf. note 8.3) contre 65,6 M€ au 30 juin 2025.

La variation du poste « autres passifs courants » s'explique par la provision d'un avoir à émettre à la société Eagle Football Holding LLC (cf note 4.3 et note sur les parties liées).

Les produits constatés d'avance concernent principalement les abonnements billetterie et des événements ainsi que les droits TV pour la deuxième partie de saison.

**Note 4.7 : Participations dans les entreprises associées**

Les entreprises associées sont celles dans lesquelles le Groupe exerce une influence notable sur les politiques financières et opérationnelles, mais dont il n'a pas le contrôle. Les entreprises associées sont comptabilisées dans l'état de la situation financière consolidée selon la méthode de la mise en équivalence.

### Méthode de la mise en équivalence

La méthode de mise en équivalence prévoit que la participation dans une entreprise associée ou dans une coentreprise soit initialement comptabilisée au coût d'acquisition, puis ajustée ultérieurement de la part du Groupe dans le résultat et, le cas échéant, dans les autres éléments du résultat global de l'entreprise associée ou de la coentreprise. Le *goodwill* lié à ces entités est inclus dans la valeur comptable de la participation.

(en K€)	31/12/2025	30/06/2025
<b>Participation dans les entreprises associées (Ouverture)</b>	<b>4 604</b>	<b>4 604</b>
Dividendes		
Variation de périmètre	2 145	5 031
Autres		
Quote part de résultat dans les résultats des entreprises associées	-477	-5 031
Dépréciation des titres		
<b>Participation dans les entreprises associées (Clôture)</b>	<b>6 272</b>	<b>4 604</b>

La variation provient principalement de l'augmentation de capital sur l'Asvel masculin, à laquelle le Groupe n'a pas participé.

### Note 4.8 : Créance d'impôt sur les sociétés

La loi de finances rectificatives du 19 juillet 2021 a assoupli le mécanisme de report en arrière des déficits (*carry-back*) en permettant aux entreprises le cas échéant de reporter sur option leur déficit constaté au titre du premier exercice clos entre le 30 juin 2020 et le 30 juin 2022 sur le bénéfice déclaré lors des trois derniers exercices précédents, et ce, sans plafonnement.

Dans ce poste figure donc une créance d'impôt sur les sociétés au titre de la demande de report en arrière des déficits (*carry-back*) pour 1 197 K€ constaté au 30 juin 2021.

Cette créance pourra être utilisée pour le paiement de l'IS jusqu'au 30 juin 2026 et sera remboursée au terme de ce délai si elle n'a pas été utilisée.

### Note 4.9 : Autres actifs non courants

Le poste des autres actifs non courants est composé au 31 décembre 2025, de créances actualisées liées au transfert des droits économiques de quatre joueurs en provenance du club brésilien de Botafogo intervenu sur l'exercice dernier pour un montant de 16,6 M€ après dépréciation (66,4 M€ au 30 juin 2025) (cf. note sur les parties liées). Il convient de noter que la part courant de ces créances s'élève à 33,8 M€ après dépréciation (43,2 M€ au 30 juin 2025) (note 4.5), et que le montant total avant actualisation et après dépréciation est de 52,4 M€ (117,7 M€ au 30 juin 2025).

**NOTE 5 : CHARGES ET AVANTAGES AU PERSONNEL****Note 5.1 : Effectifs**

L'effectif moyen se répartit dans les sociétés du Groupe comme suit :

	31/12/2025	31/12/2024
Eagle Football Group	108	137
Olympique Lyonnais SAS	213	293
OL Association	119	122
<b>Total</b>	<b>440</b>	<b>552</b>

**Note 5.2 : Charges de personnel**

(en K€)	31/12/2025	31/12/2024
Masse salariale	-45 810	-74 873
Charges sociales	-14 551	-24 330
<b>TOTAL</b>	<b>-60 361</b>	<b>-99 203</b>

**Note 5.3 : Rémunérations de l'équipe de Direction**

La rémunération de l'équipe de Direction se décompose ainsi :

**- Avantages à court terme (hors part patronale) :**

- Sur le semestre, un montant de 2 322 K€ (dont 974 K€ de part fixe, 1 333 K€ de part variable, 15 K€ d'avantages en nature, c'est-à-dire une mise à disposition de véhicules pour les huit membres de l'équipe en moyenne sur la saison).
- Au 31 décembre 2024, ils s'élevaient à 1 444 K€ pour l'équipe de direction (huit membres).

- Avantages postérieurs à l'emploi (Indemnité de Départ à la Retraite et Accord de Préparation à la Retraite) : 3 437 K€.

Le Président-Directeur Général ne perçoit aucune rémunération de la Société Eagle Football Group à l'exception, le cas échéant, de jetons de présence.

**Note 5.4 : Engagements de retraite**

(en K€)	31/12/2025	30/06/2025
Provision pour engagements de retraite à l'ouverture	1 719	2 312
Coûts financiers	31	81
Coûts des services rendus dans l'exercice	121	257
Prestations versées/attendues	0	-19
Transfert d'effectif	0	-30
Amendement du régime		
Effet des réductions	0	-816
Valeur actualisée projetée des engagements à la clôture	1 871	1 785
Écart actuariel de l'exercice	0	-67
<b>Provision pour engagements de retraite à la clôture</b>	<b>1 871</b>	<b>1 719</b>

**NOTE 6 : IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET INCORPORELLES****Note 6.1 : Goodwill et autres immobilisations incorporelles**

Une immobilisation incorporelle est un actif non monétaire identifiable sans substance physique, détenu en vue de son utilisation, dont des avantages économiques futurs sont attendus par l'entreprise.

**a) Goodwills**

Les regroupements d'entreprises sont comptabilisés selon la méthode de l'acquisition, conformément à la norme IFRS 3.

La norme IFRS 3 révisée – Regroupement d'entreprises, est appliquée pour les nouvelles acquisitions à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2009.

Lors de la première consolidation d'une société, ses actifs et passifs sont évalués à la juste valeur.

La différence entre le coût d'acquisition des titres et l'évaluation globale à la juste valeur des actifs et des passifs identifiés à la date d'acquisition est comptabilisée en *goodwills*.

L'analyse des *goodwills* est finalisée dans un délai d'un an à compter de la date d'acquisition. Lorsque le coût d'acquisition est inférieur à la juste valeur des actifs et des passifs identifiés, l'écart est immédiatement enregistré en résultat.

Selon la norme IFRS 3 – Regroupements d'entreprises et IAS 36 révisée, les *goodwills* ne sont pas amortis. S'agissant d'actifs incorporels à durée de vie indéfinie, les *goodwills* font l'objet d'un test de dépréciation annuel conformément aux dispositions de la norme IAS 36 révisée (cf. ci-dessous pour la description des modalités de mise en œuvre des tests de perte de valeur).

**b) Contrats joueurs**

Les contrats relatifs à l'acquisition de joueurs répondent à la définition d'une immobilisation incorporelle. Ils sont immobilisés pour leur coût d'acquisition actualisé si le différé de paiement est supérieur à 6 mois (le coût d'acquisition correspond à la valeur d'achat à laquelle s'ajoutent les frais accessoires et coûts directement attribuables). Le taux utilisé pour l'actualisation est le taux Euribor 12 mois plus 2 points.

Le contrat est immobilisé à partir de la date à laquelle le Groupe considère effectif le transfert de propriété ainsi que le transfert des risques. Ces conditions sont jugées remplies à la date d'homologation du contrat ou à la signature de la convention de transfert s'il n'y a pas d'homologation.

Les contrats joueurs sont amortis selon le mode linéaire sur la durée du contrat initial (en général de 3 à 5 ans). En cas de signature d'un avenant, les frais externes y afférents sont immobilisés et l'amortissement est calculé sur la nouvelle durée résiduelle qui tient compte de la prolongation du contrat.

Les compléments de prix prévus au contrat intègrent, dans la plupart des cas, des conditions de réalisation. Ces compléments sont inscrits à l'actif lorsqu'il existe une forte probabilité de devoir les payer contrepartie en dettes. Dans le cas contraire, les compléments sont mentionnés en engagements hors bilan et sont immobilisés lors de la réalisation des conditions.

### Particularités de certains contrats

Certains contrats peuvent prévoir la rétrocession d'une partie de l'indemnité de transfert future. Cette rétrocession peut être versée au joueur cédé, à son agent ou au club d'origine du joueur. Lors du transfert, si ces rétrocessions sont versées au joueur, elles sont enregistrées en charges de personnel. Si elles sont versées à l'agent ou au club elles viennent diminuer le produit de cession des contrats joueurs.

Pour les contrats existants à la clôture, qui prévoient un montant fixe de rétrocession, il est mentionné en engagements hors bilan. Si ce montant se calcule en pourcentage de l'indemnité de mutation ou de la plus-value réalisée, aucun chiffrage ne peut être fait.

### Dépréciations des actifs non financiers liés aux actifs contrats joueurs

Les actifs à durée de vie définie, tels que les contrats joueurs, font l'objet d'un test de dépréciation lorsqu'il apparaît des indices de pertes de valeur. Une dépréciation complémentaire (au-delà de l'amortissement comptabilisé) est alors constatée pour tenir compte de l'excédent de la valeur comptable sur la valeur recouvrable.

Les tests de dépréciation sont menés en prenant en compte notamment les trois étapes suivantes :

- Dans le cas d'une intention de cession du contrat joueur, le prix de cession estimé ou connu, net des frais de cession, est comparé à la valeur nette comptable du contrat ; une dépréciation peut alors éventuellement être constatée ;
- Dans le cas de la survenance d'un événement de nature à remettre en cause la durée d'utilité du contrat (fin de contrat anticipée du joueur, invalidité irréversible...), un amortissement accéléré prospectif peut alors être comptabilisé ;
- Détermination d'indices de perte de valeur à deux niveaux :
  - Au niveau de l'équipe, sa valeur d'utilité est appréciée de façon globale en comparant les *cash-flows* actualisés du Club avec la valeur nette comptable de l'ensemble des contrats joueurs,
  - Au niveau des joueurs dans cette équipe, afin d'identifier d'éventuels indices de perte de valeur (divers critères sont utilisés dont l'inscription du joueur sur les feuilles de match...).

Les *cash-flows* utilisés pour élaborer ces tests sont établis selon plusieurs scénarii définis par la Direction, tenant compte d'hypothèses de participation à des compétitions européennes, à un classement en haut de tableau du championnat de Ligue 1 et à une poursuite du plan de cession de contrats joueurs.

### c) Droits télévisuels différés

Ils ont été évalués initialement à la juste valeur et ne sont pas amortis. Par la suite, à la clôture de chaque exercice, un test de dépréciation est effectué.

### d) Logiciels acquis

Ils font l'objet d'un amortissement sur une durée de 3 à 5 ans.

### e) Dépréciation d'actifs non financiers autres que les contrats joueurs

Selon la norme IAS 36 – Dépréciation d'actifs, la valeur recouvrable des immobilisations incorporelles et corporelles doit être testée dès l'apparition d'indices de perte de valeur.

- Pour les actifs à durée de vie indéfinie qui ne sont pas amortis, ce test est effectué au minimum une fois par an (*goodwills* et droits télévisuels différés). Les pertes de valeur relatives aux écarts d'acquisition sont irréversibles. Les *goodwills* portés à l'actif du bilan sont non significatifs.

- Une dépréciation est constatée dès que la valeur comptable d'un actif est supérieure à sa valeur recouvrable. La valeur recouvrable correspond à la valeur la plus élevée entre la juste valeur nette des frais de cession et la valeur d'utilité.

Il n'existe aucun scénario considéré comme raisonnablement probable susceptible de générer une dépréciation.

### Goodwills

Les flux de la période s'analysent comme suit :

(en K€)	30/06/2025	Augmentations	Diminutions	31/12/2025
Olympique Lyonnais SASU	1 866			1 866
<b>TOTAL</b>	<b>1 866</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>1 866</b>

### Autres immobilisations incorporelles

Les flux de la période s'analysent comme suit :

(en K€)	30/06/2025	Augmentations	Augmentations par virement	Diminutions par virement	Cessions	31/12/2025
Concessions, Brevets et droits TV	4 781	1	0	0	0	4 781
-dont actifs liés aux droits d'utilisation	286	0	0	0	0	286
Autres immobilisations incorporelles	7 600	0	0	0	0	7 600
<b>Montants bruts</b>	<b>12 381</b>	<b>1</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>12 382</b>
Amort Concessions, Brevets	-3 566	-208	0	0	0	-3 773
-dont actifs liés aux droits d'utilisation	0	0			0	0
Autres immobilisations incorporelles	0	0	0	0	0	0
Dépréciation immobilisations incorporelles	0	-7 600	0	0	0	-7 600
<b>Amortissements</b>	<b>-3 566</b>	<b>-7 808</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>-11 373</b>
					0	
<b>Autres immobilisations incorporelles</b>	<b>8 815</b>	<b>-7 808</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>1 009</b>

Au 31 décembre 2025, il a été constaté une dépréciation d'un joueur pour un montant de 7,6 M€ (cf. note sur les faits marquants).

**Immobilisations incorporelles – Contrats joueurs****Contrats joueurs : flux de l'exercice**

Les flux de l'exercice s'analysent comme suit :

(en K€)	30/06/2025	Augmentations	Augmentations par virement	Diminutions par virement	Cessions	31/12/2025
Contrats joueurs	204 002	38 206			-51 009	191 199
Contrats joueurs en cours						
Amortissement contrats joueurs (1)	-68 970	-23 582			27 120	-65 431
Dépréciation contrats joueurs	-2 552					-2 552
<b>Contrats joueurs</b>	<b>132 480</b>	<b>14 624</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>-23 889</b>	<b>123 216</b>

(1) L'analyse menée n'a pas conduit à réviser la durée d'utilité des contrats au 31 décembre 2025.

(en K€)	31/12/2025	30/06/2025
Contrats joueurs destinés à la vente (joueurs cédés post clôture)	0	24 830

**Frais d'agents décaissés**

(en K€)	31/12/2025	30/06/2025
Frais d'agents décaissés	14 328	4 354

**Échéancier des contrats joueurs**

L'échéancier (en valeur nette comptable) des contrats joueurs se présente comme suit :

(en K€)	Valeur nette au 31/12/25	Valeur nette au 30/06/25
Contrats à échéance 2026	10	9 067
Contrats à échéance 2027	3 536	5 591
Contrats à échéance 2028	74 028	104 602
Contrats à échéance 2029	17 950	13 221
Contrats à échéance 2030	27 693	0
<b>Total contrats joueurs</b>	<b>123 216</b>	<b>132 481</b>

**Note 6.2 : Immobilisations corporelles****a) Immobilisations corporelles**

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût d'acquisition (prix d'achat, frais accessoires et coûts directement attribuables). Elles n'ont fait l'objet d'aucune réévaluation.

En application de la norme IAS 16, les constructions ont fait l'objet d'une approche par composants.

Le Groupe n'utilise pas la juste valeur pour déterminer la valeur recouvrable des actifs non financiers, à l'exception des actifs destinés à être cédés.

Les amortissements pour dépréciation ont été calculés suivant le mode linéaire, en fonction de la durée d'utilisation attendue par le Groupe :

• Constructions (dont baux emphytéotiques)	25 à 50 ans
• Agencements et aménagements des constructions	3 à 10 ans
• Matériel informatique	3 ans et 4 ans
• Matériel de bureau	5 ans
• Mobilier de bureau	8 ans



• Matériel et outillage	5 ans
• Matériel de transport	3 à 5 ans

Les valeurs résiduelles sont considérées comme non significatives ou non déterminables de manière fiable.

Conformément à la norme IAS23, le coût des emprunts directement attribuable à leur construction est inclus dans le coût des immobilisations.

Les subventions d'investissement, et notamment celle de 20 M€ qui a été attribuée au cours de l'exercice clos au 30 juin 2012 dans le cadre du financement du stade, sont comptabilisées en produits constatés d'avance et étalées sur la durée d'amortissement du stade.

## b) Contrats de location

### **Règles de comptabilisation des contrats de location depuis le 1<sup>er</sup> juillet 2019, par application de la norme IFRS 16 :**

La norme IFRS 16 ne fait plus la distinction côté preneur entre contrats de location-financement et contrats de location simple, telle que précédemment définie par la norme IAS 17.

Les contrats de location sont des contrats de location (ou des contrats qui contiennent un contrat de location) qui confèrent le droit de contrôler l'utilisation d'un bien déterminé pour un certain temps moyennant une contrepartie.

Les contrats de location qui répondent à cette définition sont comptabilisés selon les modalités définies ci-dessous, sauf dans les cas d'exemptions prévus par la norme (durée des contrats inférieure à 12 mois, et/ou biens sous-jacents de faible valeur).

En pratique, l'analyse a conduit à retraiter principalement les contrats de location immobilière. Pour les contrats non retraités en tant que contrats de location, les loyers sont maintenus en charges opérationnelles.

Pour les contrats qui rentrent dans le champ de la norme IFRS 16, les règles de comptabilisation sont présentées ci-après.

À la date de début du contrat, le Groupe comptabilise un actif au titre du droit d'utilisation et un passif financier au titre d'une obligation locative. L'actif et le passif sont présentés sur une ligne distincte du bilan.

L'obligation locative est évaluée à la valeur actualisée des paiements de loyers non encore versés, sur la durée du contrat.

La valeur actualisée est déterminée en utilisant taux implicite du contrat dans le cas des contrats de crédit-bail, et dans les autres cas, le taux d'emprunt marginal calculé pour chaque pays, en fonction de la durée du contrat. Le taux d'emprunt marginal correspond à un taux qui tient compte du profil de versement des loyers.

La durée d'un contrat de location est la période exécutoire, qui correspond à la période non résiliable, augmentée de toute option de prolongation du contrat que le Groupe a la certitude raisonnable d'exercer, et de toute option de résiliation du contrat que le Groupe a la certitude raisonnable de ne pas exercer.

En pratique, les durées retenues pour les principaux contrats de location immobilière correspondent :

- À une période exécutoire de 9 ans (baux commerciaux 3/6/9) : période non résiliable de 3 ans et certitude d'exercer les options de prolongation après 3 et 6 ans.

Il n'existe pas de clauses de résiliation anticipée dans les différents baux, et il n'existe pas de clauses susceptibles d'amener les bailleurs à verser au Groupe une indemnité plus que non significative, en cas de non-renouvellement du bail à la fin de la période non résiliable. De même, il n'existe pas d'incitations économiques susceptibles de conduire l'une des parties à ne pas résilier le bail.

Les paiements de loyers correspondent aux paiements fixes, aux paiements variables qui sont fonction d'un indice ou d'un taux, et aux prix d'exercice des options d'achats que le preneur a la certitude raisonnable d'exercer. En pratique, l'essentiel des loyers sont fixes, il n'y a pas d'options d'achats et il n'y a pas de pénalités plus que significatives en cas de résiliation du bail à l'initiative du bailleur.

**Impôts différés :**

L'actif lié au droit d'utilisation est évalué selon le modèle du coût comme suit : le coût est diminué du cumul des amortissements et des pertes de valeur, et ajusté pour tenir compte, le cas échéant, des réévaluations de l'obligation locative. Aucune perte de valeur et aucune réévaluation de l'obligation locative n'a été constatée.

En cas d'option d'achat intéressante, les actifs liés au droit d'utilisation sont amortis selon les mêmes règles que si le Groupe était propriétaire de l'actif (cf. supra). En l'absence d'option d'achat, les actifs liés au droit d'utilisation sont amortis sur la durée du contrat telle que définie ci-dessus.

Les agencements liés aux contrats de location sont amortis sur une durée qui en pratique est proche de la durée contrat retenue selon la définition donnée ci-dessus.

Le Groupe n'a pas identifié de situations où il est bailleur, ni de situations de cession-bail.

**Tests de dépréciation :**

L'analyse effectuée n'a pas conduit à identifier d'actifs liés aux contrats de location qui seraient à tester indépendamment d'une UGT.

Dans l'attente des précisions attendues sur les modalités pratiques de réalisation des tests de dépréciation intégrant le retraitement d'IFRS 16, et compte tenu des nombreuses difficultés pratiques identifiées, le Groupe a continué, sur l'exercice, de réaliser des tests de dépréciation d'une part, avant IFRS 16, d'autre part, de manière approchée en intégrant dans la valeur comptable de l'UGT l'actif lié au droit d'utilisation et la dette liée à l'obligation locative, sans modification du calcul des flux de trésorerie prévisionnels.

Les flux de la période s'analysent comme suit :

(en K€)	30/06/2025	Augmentations	Augmentations par virement	Diminution par virement	Diminutions	31/12/2025
Constructions et aménagements	452 058	254	196	0	-2 867	449 641
-dont actifs liés aux droits d'utilisation	21 801	0			-2 096	19 705
En cours de construction						
Stade (1)	357	17	0	-152	0	222
En-cours Groupama OL						
Training Center	0	4	0	0	0	4
En-cours OL Academy	89	0	0	-44	0	45
En-cours développements informatiques	130	64	0	0	0	194
En cours bureaux loges	0	0	0	0	0	0
Matériels et équipements	25 972	389	0	0	-254	26 107
-dont actifs liés aux droits d'utilisation	12 243	339			-14	12 569
<b>Montants bruts</b>	<b>478 607</b>	<b>727</b>	<b>196</b>	<b>-196</b>	<b>-3 121</b>	<b>476 214</b>
Constructions et aménagements	-166 494	-8 937	0	0	1 885	-173 547
-dont actifs liés aux droits d'utilisation	-23 427	-884			1 455	-22 856
Matériels et mobiliers	-13 071	-953	0	0	163	-13 861
-dont actifs liés aux droits d'utilisation	-1 504	-336			14	-1 826
Dépréciation immobilisations corporelles	0	-734				-734
<b>Amortissements</b>	<b>-179 566</b>	<b>-11 844</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>2 048</b>	<b>-188 142</b>
<b>Montants nets</b>	<b>299 042</b>	<b>-11 117</b>	<b>196</b>	<b>-196</b>	<b>-1 073</b>	<b>288 072</b>

Au 31 décembre 2025, le Groupe a constaté une dépréciation sur les aménagements des bureaux situés en Floride pour un montant de 734 K€.

**Note 6.3 : Engagements hors bilan liés aux activités opérationnelles****6.3.1 : Engagements liés aux joueurs****Engagements données liés aux joueurs**

(en K€)	A moins d'1 an	De 1 à 5 ans	A plus de 5 ans	31/12/2025	30/06/2025
Engagements conditionnés pris envers des clubs liés aux acquisitions de contrats joueurs (1)	9 619	8 444	-	18 063	8 563
Engagements conditionnés pris envers des agents liés aux contrats joueurs (2)	2 886	1 330	-	4 216	949
Engagements conditionnés pris envers les joueurs et staff dans le cadre des contrats joueurs (3)				0	0
<b>Total</b>	<b>12 505</b>	<b>9 774</b>	<b>0</b>	<b>22 279</b>	<b>9 512</b>

(1) Les engagements pris envers des clubs dans le cadre des contrats joueurs correspondent principalement à des compléments d'indemnités de mutation à verser dans le futur. Ces engagements sont généralement conditionnés par la présence des joueurs au sein de l'effectif du Club, et par l'atteinte de performances sportives précises.

(2) Les engagements pris dans le cadre des contrats joueurs envers des agents sont généralement conditionnés par la présence des joueurs au sein de l'effectif du Club, et concernent uniquement les agents de joueurs ne figurant pas à l'actif du bilan.

(3) Les engagements pris dans le cadre des contrats de travail avec les joueurs et le staff sont généralement conditionnés par la présence des joueurs au sein de l'effectif du Club, et par l'atteinte de performances sportives précises. Ils correspondent à un montant maximum engagé, sous hypothèse de la réalisation de toutes les conditions afférentes.

Les joueurs faisant l'objet d'un prêt avec option d'achat réintégreront l'effectif en cas de non-levée de cette option en fin de prêt.

Dans le cadre de l'acquisition de contrats joueurs, des engagements calculés sur la base d'un pourcentage de montant de l'éventuelle cession ultérieure de ces contrats ont été pris vis-à-vis de certains clubs ou joueurs (cf. note 6.1).

Il n'y a pas de caution bancaire en garantie de dette sur contrats joueurs au 31 décembre 2025.

**Engagements reçus liés aux joueurs**

(en K€)	À moins d'1 an	De 1 à 5 ans	À plus de 5 ans	31/12/2025	30/06/2025
Engagements liés aux cessions de contrats joueurs sous conditions suspensives (1)	33 333	26 282		59 615	35 403
<b>Total</b>	<b>33 333</b>	<b>26 282</b>	<b>0</b>	<b>59 615</b>	<b>35 403</b>

(1) Les engagements liés aux cessions de contrats joueurs incluent les engagements pris dans le cadre de contrats de transfert prévoyant la rétrocession conditionnée après le transfert de sommes versées au Club en cas de réalisation de performances.

**6.3.2 : Engagements liés aux contrats de financement****Engagements liés au refinancement de la quasi-totalité des dettes bancaires et obligataires du Groupe signé le 28 novembre 2023 et mis à disposition d'OL SASU le 7 décembre 2023**

Dans le cadre du refinancement de la quasi-totalité des dettes bancaires et obligataires du Groupe mis en place au cours de l'exercice dernier (cf note 11.3 1) il avait été décidé, à compter de la date de signature (soit le 28 novembre 2023), la mise en place, notamment, des engagements suivants :

- Engagements donnés par Eagle Football Group et OL SASU représentés par des sûretés réelles pour un montant total en principal de 385 M€, plus intérêts, frais et accessoires éventuels, correspondant à l'ensemble de la dette contractée.

- Engagements donnés par Eagle Football Group représentés par des engagements de signature pour un montant total en principal de 65 M€, plus intérêts, frais et accessoires éventuels (substitutifs et non cumulatifs avec les engagements garantis par des sûretés réelles ci-dessus).

Dans le cadre du refinancement intervenu au cours de l'exercice dernier, il a été décidé des engagements complémentaires suivants :

- Engagements donnés par Eagle Football Group et OL SASU représentés par des sûretés réelles pour un montant total en principal de 10 M€, plus intérêts, frais et accessoires éventuels, correspondant à l'ensemble de la dette contractée.
- Engagements donnés par Eagle Football Group représentés par des engagements de signature pour un montant total en principal de 10 M€, plus intérêts, frais et accessoires éventuels (substitutifs et non cumulatifs avec les engagements garantis par des sûretés réelles ci-dessus).

### Covenants sur OL SASU

Le Groupe doit maintenir des ratios financiers applicables à l'ensemble des instruments de dettes souscrits dans le cadre du refinancement global des dettes du Groupe (cf. note 11.3 1 et 8.3).

### Engagements liés au financement de la construction du Groupama OL Training Center et de l'Academy

Le Groupe a contracté les engagements suivants dans le cadre de la construction des Centres de Formation et d'Entraînement :

- Hypothèque sur le Centre de Formation pour 14 M€ (échéance à moins de 5 ans).
- Cession des créances de *namings* Groupama Rhône-Alpes Auvergne et de partenariat OL Association : le montant opposable au 31 décembre 2025 est de 10,6 M€.

### 6.3.3 : Autres engagements

#### Engagements reçus

(en K€)	À moins d'1 an	De 1 à 5 ans	À plus de 5 ans	31/12/2025	30/06/2025
Clause de retour à meilleure fortune		979		979	979
Autres engagements reçus	30 000			30 000	0
<b>Total</b>	<b>30 000</b>	<b>979</b>	<b>0</b>	<b>30 979</b>	<b>979</b>

La clause retour à meilleur fortune concerne Lyon Asvel Féminin suite à un abandon de créance constaté sur l'exercice 2020/2021. Le solde au 31 décembre 2025 est de 979 K€.

Une garantie bancaire a été accordée à la société Olympique Lyonnais SASU pour un montant de 30 M€ contre garantie par YMK Holdings (holding de Michele Kang) dont l'échéance est au 30 juin 2026.

#### Autres engagements donnés

(en K€)	À moins d'1 an	De 1 à 5 ans	À plus de 5 ans	31/12/2025	30/06/2025
Prestations de services à payer	11 997	34 144	8 902	55 043	60 225
Autres engagements donnés	231	210	-	441	536
<b>Total</b>	<b>12 228</b>	<b>34 354</b>	<b>8 902</b>	<b>55 484</b>	<b>60 762</b>

Les engagements donnés correspondent à des engagements et/ou cautions donnés dans le cadre de contrats de prestations de services.

Il s'agit de contrats de prestations de services n'octroyant pas un droit d'utilisation d'un actif sous-jacent.

Au cours du premier trimestre 2026, des tiers ont porté à la connaissance du Groupe l'existence de trois garanties qui lui auraient été consenties par Eagle Football Group ou OL SASU lors de précédents exercices sociaux, signées par son ancien Président M. John Textor, pour couvrir des obligations de Botafogo SAF ou de Molenbeek (des sociétés hors du groupe OL mais liées à M. Textor). Ces garanties n'étaient pas connues et n'avaient pas été reportées dans les comptes antérieurs.

Les principaux termes des garanties invoquées sont les suivants :

1. Garantie de droit suisse datée d'août 2023, signée par Eagle Football Group, au profit d'un club de football auquel Molenbeek a acquis un joueur, couvrant tout impayé de Molenbeek dans ce cadre (montant maximum initial : 30 M€ ; montant qui a été réclamé à Eagle Football Group par le bénéficiaire de la garantie : 1,1 M€) ;
2. Garantie de droit anglais datée de mars 2024, consentie solidairement par OL SASU et Eagle Bidco, au profit d'une société d'affacturage d'un club auprès duquel Botafogo avait acquis un joueur, pour couvrir tout impayé de Botafogo dans ce cadre (montant maximum initial : 19,9 M€ (dont 3,1 M€ de coûts de factoring mis à la charge de Botafogo) ; montant qui a été réclamé à OL SASU par le bénéficiaire de la garantie : 3,9 M€ intérêts inclus) ;
3. Il s'agirait, sur la base des informations détenues à date, d'une garantie de droit anglais datée d'avril 2025 signée par OL SASU, au profit du même établissement que pour la garantie précédente mais agissant cette fois ci en qualité de prêteur de Botafogo SAF, pour couvrir tout impayé de Botafogo au titre de ce prêt (montant maximum initial : de l'ordre de 30 M€ ; montant que le bénéficiaire s'est réservé le droit d'appeler auprès d'OL SASU : 14,8 M€) ; cette garantie vient garantir le même prêt qu'une prétendue créance cédée à titre de garantie par Botafogo au même bénéficiaire, relative à des sommes dues au titre de transfert de joueur entre Botafogo et l'OL SASU qui ne sont jamais intervenus.

Le Groupe en conteste la validité et prendra les mesures nécessaires pour défendre ses intérêts.

Ces engagements – en présumant leur potentielle validité – sont présentés en engagements hors bilan pour leur montant nominal estimé. Au regard des explications qui précèdent, notamment de l'incertitude substantielle pesant sur la validité juridique de ces engagements, aucune provision n'a été comptabilisée dans les comptes semestriels au 31 décembre 2025. La position comptable sera réexaminée à l'occasion de l'arrêté des comptes annuels au 30 juin 2026.

## NOTE 7 : AUTRES PROVISIONS ET PASSIFS ÉVENTUELS

Conformément à la norme IAS 37, les provisions comptabilisées sont constituées en fonction d'évaluations au cas par cas des risques et charges correspondants. Une provision est constituée notamment chaque fois que les organes de Direction du Groupe ont la connaissance d'une obligation juridique ou implicite résultant d'un événement passé, qui pourrait engendrer une sortie probable de ressources sans contrepartie au moins équivalente attendue. Les provisions sont ventilées entre passif courant et passif non courant en fonction de l'échéance attendue du terme du risque. Les provisions dont l'échéance est à plus d'un an sont actualisées, si l'impact est significatif.

Il s'agit principalement de provisions pour litiges. Les provisions et notamment les provisions relatives aux litiges prud'homaux, sont évaluées selon la meilleure estimation de la Direction, en fonction du risque attendu et estimé en lien avec les conseils du Groupe.

À la date de l'arrêté des comptes au 31 décembre 2025, le Groupe a la connaissance de deux litiges ou potentiels litiges suivants pour des montants matériels, nés postérieurement au 31 décembre 2025 :

### 1. Litige PRPF — High Court of Londres

PRPF (groupe MCCP Partners), société de factoring, prétend avoir acquis auprès de Botafogo SAF une créance sur OL SASU en lien avec le transfert du joueur Igor Jesus par Botafogo à l'OL, qui n'a pas eu lieu. PRPF réclame à OL SASU un montant de 43 M USD en principal, augmenté de 6,5 M USD de pénalités et d'intérêts de retard de 10% par mois. Eu égard à l'analyse juridique effectuée par la Direction, aucune provision n'a été comptabilisée dans les comptes au 31 décembre 2025.

### 2. Procédure initiée par Botafogo SAF devant le Tribunal de Rio de Janeiro — 23,5 M€

OL SASU a eu connaissance, par voie de presse, d'une injonction qui aurait été prononcée le 22 avril 2026 par un Tribunal de Rio de Janeiro dans le cadre d'une procédure d'exécution forcée (ação de execução de título extrajudicial) initiée par Botafogo SAF à l'encontre d'OL SASU pour un montant d'environ 23,5 M€. OL SASU n'a reçu aucune notification judiciaire. Aucune dette ni provision n'a été comptabilisée dans les comptes au 31 décembre 2025.

#### Note 7.1 : Provisions pour risques hors incertitudes fiscales

(en K€)	30/06/2025	Augmentations	Diminutions		31/12/2025
			Utilisées	Non utilisées	
Provisions pour litiges et contentieux	143	34	-3	-26	149
Provisions pour autres risques	980	0	-671	0	309
<b>Total</b>	<b>1 123</b>	<b>34</b>	<b>-674</b>	<b>-26</b>	<b>458</b>

Les provisions sont à moins d'un an et correspondent à la couverture des risques sociaux et commerciaux. Au 31 décembre 2025 la provision dans le cadre du plan de réorganisation a un solde de 0,3 K€.

L'application de l'interprétation IFRIC 23 n'a pas conduit à constater de provisions pour incertitudes fiscales. Le cas échéant, les provisions seraient désormais constatées en passifs pour impôts exigibles.

#### Note 7.2 : Autres actifs et passifs éventuels

Le Groupe n'a pas identifié d'actifs et passifs éventuels au 31 décembre 2025.

#### Note 7.3 : Dotations aux amortissements et provisions nettes

(en K€)	31/12/2025	31/12/2024
Dotations sur actif immobilisé corporel et incorporel	-9 852	-10 234
Dotation sur actif financier immobilisé	0	0
Dotations nettes pour indemnités de départ à la retraite	-152	-147
Dotations nettes aux autres provisions pour risques	665	-4 826
Dotations sur provisions nettes sur actif circulant (1)	-118 099	225
Dotations exceptionnelles sur provisions sur immobilisations (2)	-8 334	0
Dotations aux amortissements sur actif immobilisé : contrats joueurs	-22 869	-32 645
Dotations aux dépréciations sur actif immobilisé : contrats joueurs	0	0
<b>TOTAL</b>	<b>-158 641</b>	<b>-47 626</b>

(1) et (2) la variation de ces deux postes s'explique par les provisions sur dépréciations enregistrées sur la période (cf. notes 4.3, 4.6, 6.1,6.2).

## NOTE 8 : FINANCEMENT ET INSTRUMENTS FINANCIERS

### Note 8.1 : Actifs financiers non courants

Le Groupe classe ses actifs financiers non courants selon les catégories suivantes : Participations et créances rattachées – Autres actifs financiers (essentiellement SICAV nanties, subvention, dépôt et cautionnement, et retenues de garanties), ainsi que les créances contrats joueurs et les créances d'impôt à plus d'un an.

Le Groupe OL a retenu l'option variation de juste valeur en « capitaux propres » non recyclables en résultat. Ce classement reflète les objectifs de détention de ces participations qui n'ont pas vocation de placement de trésorerie, mais d'investissement en lien avec la stratégie du Groupe.

Pour les titres non cotés, dans les cas exceptionnels où le Groupe ne détient pas d'information, fiable et récente, le coût d'acquisition a été considéré comme la meilleure estimation de la juste valeur.

Les flux de l'exercice s'analysent comme suit :

(en K€)	30/06/2025	Augmentations	Diminutions	31/12/2025
Autres actifs financiers	21 326	579	-1 594	20 310
<b>Montants bruts</b>	<b>21 326</b>	<b>579</b>	<b>-1 594</b>	<b>20 310</b>
Dépréciations	0		0	0
<b>Montants nets</b>	<b>21 326</b>	<b>579</b>	<b>-1 594</b>	<b>20 310</b>

### Note 8.2 : Trésorerie et équivalents de trésorerie

#### Détail de la trésorerie et des équivalents de trésorerie

Elle comprend les liquidités et les comptes courants bancaires.

Dans le cas de SICAV nanties, ces valeurs sont reclassées en autres actifs financiers (courants et non courants).

Les variations de juste valeur sont comptabilisées en résultat financier.

(en K€)	Coût historique au 31/12/25	Valeur de marché au 31/12/25	30/06/2025
Disponibilités	14 146		62 072
Valeur mobilière de placement	0		0
<b>Total</b>	<b>14 146</b>	<b>0</b>	<b>62 072</b>

Il n'y a pas d'autres placements donnés en garanties ou soumis à restrictions au 31 décembre 2025.

### Note 8.3 : Dettes financières courantes et non courantes

#### a) Dettes financières non courantes

Les emprunts sont classés en passifs non courants, sauf quand leur échéance est inférieure à 12 mois, auquel cas ils sont classés en passifs courants. Tous les contrats supportent intérêts.

Les dettes sont comptabilisées au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif tel que défini par la norme IFRS 9.

Le Groupe n'a pas reçu avant le 31 décembre de confirmation écrite de ses prêteurs d'un éventuel "Covenant Holiday" à la date de test du 31 décembre 2025 (renonciation des prêteurs à s'en prévaloir et donc exclusion des ratios), afin que le calcul desdits ratios dus à cette date n'entraîne pas de cas de défaut. Dans ce cadre, l'intégralité des financements bancaires Dettes seniors pour un montant de 75 M€ a été présentée en dettes financières courantes. En date du 6 mai 2026, le Groupe a signé un nouvel accord de « waiver » avec ses prêteurs, afin de redéfinir certains de ses engagements contractuels.



La description détaillée des clauses attachées aux contrats de crédit est donnée en note 11.3.

#### b) Détail des passifs financiers et autres passifs non courants

Les dettes financières courantes et non courantes ainsi que les passifs non courants sont détaillés comme suit :

(en K€)	31/12/2025	30/06/2025
<b>Dettes financières courantes</b>	<b>283 565</b>	<b>185 340</b>
<i>FCT</i>	6 773	6 775
<i>Dette Senior Complémentaire</i>	41 494	41 315
<i>Ligne de crédit (RCF)</i>	32 131	32 051
<i>Groupama</i>	485	1 067
<i>Obligations locatives</i>	2 593	2 871
<i>Concours bancaires</i>	46	477
<i>Autres dettes financières</i>	182 121	83 314
<i>Avance en comptes courants</i>	17 922	17 470
<i>Avance Actionnaires</i>	-	-
<b>Dettes non courantes</b>	<b>405 386</b>	<b>422 685</b>
<b>Dettes financières non courantes</b>	<b>332 747</b>	<b>332 584</b>
<i>FCT</i>	298 683	298 354
<i>Dette Senior Complémentaire</i>	0	0
<i>Ligne de crédit (RCF)</i>	0	0
<i>Groupama</i>	0	0
<i>Obligations locatives</i>	5 114	6 776
<i>Autres dettes financières</i>	0	6
<i>Avance en comptes courants</i>	0	0
<i>Avance Actionnaires</i>	28 951	27 447
<b>Autres passifs non courants</b>	<b>72 639</b>	<b>90 101</b>
<i>dont PCA subvention CNDS</i>	14 268	14 514
<i>dont Swap emprunt</i>	417	612
<i>dont PCA subventions OL Académie et Musée</i>	1 482	1 556
<i>dont signing fees</i>	10 305	7 805
<i>dont dettes sur droits d'acquisition (1)</i>	46 167	65 614
<b>Total</b>	<b>688 951</b>	<b>608 025</b>

Au 31 décembre 2025, les autres passifs non courants sont principalement composés :

- Des dettes liées au transfert des droits économiques de cinq joueurs provenant du club brésilien de Botafogo intervenu sur l'exercice dernier pour un montant de 46,2 M€. A noter que la partie courante liée à ces acquisitions s'élevant à 47,9 M€ est classée en passif courant (cf note 4.6).
- Du produit constaté d'avance long terme comptabilisé au titre de la subvention d'investissement CNDS pour 14,2 M€ (14,5 M€ au 30 juin 2025).

Pour rappel : Les subventions d'investissement, et notamment celle de 20 M€ qui a été attribuée au cours de l'exercice clos au 30 juin 2012 dans le cadre du financement du Groupama Stadium, sont comptabilisées en produits constatés d'avance. Ces produits sont repris en résultat selon le plan d'amortissement du bien financé, à partir de la date d'exploitation du bien considéré.



(en K€)	30/06/2025	Augmentations / Souscriptions	Remboursements	Autres variations	31/12/2025
FCT	305 129	0	0	326	305 456
Dette Senior Complémentaire	41 315	0	0	179	41 494
Ligne de crédit (RCF)	32 051	0	0	80	32 131
Groupama	1 067	0	-603	21	485
Autres dettes financières	83 319	87 341	0	11 461	182 121
Avance en comptes courants	17 470	0	0	452	17 922
Avance Actionnaires	27 447	1 503	0	0	28 951
<b>Total</b>	<b>507 799</b>	<b>88 845</b>	<b>(603)</b>	<b>12 519</b>	<b>608 559</b>

Les avances actionnaires et autres dettes financières comprennent l'avance faite par Eagle Football Holdings Bidco en décembre 2022 et une nouvelle avance effectuée en juillet 2025 pour un montant en capital de 87,3 M€, ainsi que l'avance effectuée dans le cadre de la convention de gestion centralisée de trésorerie Par ailleurs, les autres dettes financières incluent les avances effectuées par Eagle Football Holdings LLC (cf note sur les parties liées).

Les avances en comptes courants sont constituées de celles effectuées par John Textor.

### Synthèse des dettes financières (rapprochement avec note 8.5)

(en K€)	31/12/2025	à 1 an au plus	+ d'1 an et - de 5 ans	+ d'5 ans et - de 10 ans	+ d'10 ans et - de 15 ans	à + de 15 ans
FCT	305 456	6 773	45 136	69 127	102 243	82 178
Dette Senior Complémentaire	41 494	41 494	-	-	-	-
Ligne de crédit (RCF)	32 131	32 131	-	-	-	-
Groupama	485	485	-	-	-	-
Obligations locatives	7 707	2 593	2 968	2 146	-	-
Concours bancaires	46	46	-	-	-	-
Autres dettes financières	182 121	182 121	-	-	-	-
Avance en comptes courants	17 922	17 922	-	-	-	-
Avance Actionnaires	28 951	-	28 951	-	-	-
<b>Dettes financières</b>	<b>616 312</b>	<b>283 565</b>	<b>77 054</b>	<b>71 273</b>	<b>102 243</b>	<b>82 178</b>
Autres passifs non courants	72 639	-	59 972	3 045	2 561	7 061
<b>Total</b>	<b>688 951</b>	<b>283 565</b>	<b>137 026</b>	<b>74 318</b>	<b>104 804</b>	<b>89 238</b>

Au 31 décembre 2025, le montant des dettes financières au bilan soumis à des taux variables s'élève à 307,4 M€ dont 50% font l'objet d'une couverture (212,8 M€ au 30 juin 2025), alors que le montant des dettes financières soumis à taux fixe s'élève à 305,5 M€ (305,1 M€ au 30 juin 2025).

### c) Caution bancaire en garantie

Au 31 décembre 2025, il n'existe pas de caution bancaire liée aux contrats joueurs.

### d) Échéance des dettes financières liées aux contrats joueurs

(en K€)	31/12/2025	à 1 an au plus	+ d'1 an et - de 5 ans	à + de 5 ans
Dettes sur contrats joueurs	116 119	72 730	43 389	-

**e) Dettes financières liées aux obligations locatives**

(en K€)	31/12/2025	à 1 an au plus	+ d'1 an et - de 5 ans	à + de 5 ans
Dettes financières liées aux obligations locatives	7 707	2 593	2 968	2 146
<b>Total</b>	<b>7 707</b>	<b>2 593</b>	<b>2 968</b>	<b>2 146</b>

**f) Dettes sur acquisitions**

(en K€)	31/12/2025		30/06/2025	
	courant	non courant	courant	non courant
Dettes sur acquisitions intervenues en 2017/2018	512		512	
Dettes sur acquisitions intervenues en 2021/2022	27		45	
Dettes sur acquisitions intervenues en 2022/2023	1 195	1 030	1 146	1 023
Dettes sur acquisitions intervenues en 2023/2024	23 133	4 768	30 619	21 307
Dettes sur acquisitions intervenues en 2024/2025	31 561	27 603	45 204	45 273
Dettes sur acquisitions intervenues en 2025/2026	16 303	9 988		
<b>Total dettes contrats joueurs</b>	<b>72 730</b>	<b>43 389</b>	<b>77 526</b>	<b>67 603</b>
	<b>116 119</b>		<b>145 129</b>	

**g) Passifs financiers non actualisés**

Les flux contractuels non actualisés des passifs financiers (en valeur nominale), par date de maturité, sont les suivants :

(en K€) 31/12/2025	à 1 an au plus	+ d'1 an et - de 5 ans	+ d'5 ans et - de 10 ans	+ d'10 ans et - de 15 ans	à + de 15 ans
FCT	7 281	47 804	71 692	104 053	82 544
Dette Senior Complémentaire	42 500	-	-	-	-
Ligne de crédit (RCF)	32 500	-	-	-	-
Groupama	503	-	-	-	-
Autres dettes financières	182 121	-	-	-	-
Avance en comptes courants	17 922		-	-	-
Avance Actionnaires	-	27 602	-	-	-
<b>Total</b>	<b>282 827</b>	<b>75 406</b>	<b>71 692</b>	<b>104 053</b>	<b>82 544</b>

**Note 8.4 : Juste valeur des instruments financiers****Instruments de couverture**

Conformément aux obligations de couverture liées au refinancement, OL SASU a mis en place un programme de couverture sur le second trimestre de l'exercice dernier. Il porte sur un nominal de 50% du capital du prêt à terme à taux variable, soit 21,3 M€, et arrive à échéance en novembre 2028.

**Juste valeur des instruments financiers**

Le Groupe ne dispose que d'actifs (valeurs mobilières de placement) de niveau 1 (prix cotés sur un marché actif). Le niveau 2 (juste valeur déterminée à partir de données observables) concerne les contrats SWAP et contrats d'emprunt, et le niveau 3 (juste valeur déterminée à partir de données non observables sur un marché) concerne les titres non consolidés non cotés.

L'analyse effectuée conformément à la norme IFRS 13 n'a pas mis en évidence d'ajustements à appliquer au titre du risque de contrepartie (risque de non-recouvrement des actifs financiers), ou au risque de crédit propre (risque lié aux passifs financiers).

La ventilation des actifs et passifs financiers selon les catégories « extracomptables » prévues par la norme IFRS 9 et la comparaison entre les valeurs comptables et les justes valeurs sont données dans le tableau ci-dessous (hors créances et dettes fiscales et sociales).

(en K€)	Niveau d'appréciation de la juste valeur	Actifs à la juste valeur par le résultat	Actifs à la juste valeur par les capitaux propres	Couverture de flux futurs	Créances et dettes, emprunts, au coût amorti	Valeur nette au 31/12/25	Juste valeur au 31/12/25
Créances sur contrats joueurs					43 726	43 726	43 726
Autres actifs financiers non courants					20 310	20 310	20 310
Clients					53 266	53 266	53 266
Autres actifs non courants					33 783	33 783	33 783
Autres actifs courants					46 982	46 982	46 982
Disponibilités	1	14 146				14 146	14 146
<b>Actifs financiers</b>		<b>14 146</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>198 067</b>	<b>212 213</b>	<b>212 213</b>
Emprunts bancaires	2				379 080	379 080	379 080
Autres dettes financières					237 232	237 232	237 232
Dettes sur contrats joueurs					116 119	116 119	116 119
Fournisseurs					43 368	43 368	43 368
Autres passifs non courants	2			417		417	417
Autres passifs courants					89 800	89 800	89 800
<b>Passifs financiers</b>		<b>0</b>	<b>0</b>	<b>417</b>	<b>865 599</b>	<b>866 016</b>	<b>866 016</b>

#### Note 8.5 : Endettement financier net de trésorerie

L'endettement financier net de trésorerie (ou trésorerie nette d'endettement selon le cas) comprend les dettes financières, la trésorerie et équivalent de trésorerie, ainsi que les dettes et créances sur contrats joueurs. L'endettement financier net s'élève à -671 058 K€ au 31 décembre 2025 (-576 649 K€ au 30 juin 2025).

en K€	31/12/2025 Total consolidé	30/06/2025 Total consolidé
Disponibilités et CRSD	14 146	62 072
Découverts	-46	-477
<b>Trésorerie du tableau de flux de trésorerie</b>	<b>14 100</b>	<b>61 595</b>
Autres actifs financiers	0	0
Emprunts bancaires	-379 080	-378 496
Dettes financières non courantes	0	-6
Avance actionnaires et avance en comptes courants	-28 951	-27 447
Dettes financières courantes autres	-200 528	-101 850
Dettes financières liées aux obligations locatives	-7 707	-9 648
<b>Endettement net de trésorerie globale</b>	<b>-602 166</b>	<b>-455 852</b>
Créances sur contrats joueurs courantes	16 554	17 443
Créances sur contrats joueurs non courantes	27 172	6 889
Dettes sur contrats joueurs courantes	-72 730	-77 525
Dettes sur contrats joueurs non courantes	-43 389	-67 603
<b>Endettement net de trésorerie, y compris créances et dettes joueurs</b>	<b>-674 559</b>	<b>-576 649</b>

**Note 8.6 : Résultat financier**

(en K€)	31/12/2025	31/12/2024
Produits de trésorerie et équivalents de trésorerie	162	0
Intérêts sur les lignes de crédits	-18 879	-14 595
Résultat de couverture de taux	-97	67
<b>Coût de l'endettement financier net</b>	<b>-18 814</b>	<b>-14 527</b>
Produits et charges d'actualisation des contrats joueurs	-3 798	-1 671
Dotations aux provisions nettes de reprises financières	67	0
Autres produits et charges financières	703	-5 414
<b>Autres produits et charges financiers</b>	<b>-3 028</b>	<b>-7 085</b>
<b>Résultat financier</b>	<b>-21 842</b>	<b>-21 612</b>

Au 31 décembre 2025 le résultat financier est impacté par des écart de change à hauteur de +5,6 M€ et des intérêts sur les prêts d'actionnaires pour un montant de -6,4 M€.

**Note 8.7 : Engagements liés au financement de l'exploitation du Groupe****Lignes de crédit, engagements de cautions et covenants****Ligne RCF**

Eagle Football Group dispose de moyens de financement par l'intermédiaire d'une ligne RCF (*Revolving Credit Facility*) de 32,5 M€ portée par sa filiale OL SASU, conclue dans le cadre du refinancement des dettes globales du Groupe et signée avec les partenaires bancaires le 7 décembre 2023.

Cette ligne porte intérêt à un taux correspondant à l'Euribor de l'échéance du tirage + une marge négociée, et comporte des engagements usuels à ce type de contrats, au travers d'un package de sûreté globale affecté à l'ensemble des dettes courts et longs termes (cf note 11.3).

(en K€)	À moins d'1 an	De 1 à 5 ans	À plus de 5 ans	31/12/2025	30/06/2025
Conventions bancaires, montant disponible	32 500			32 500	32 500
Dont utilisés sous forme de tirages	32 500			32 500	32 500

**Covenants**

Le Groupe doit maintenir les 3 types de ratios financiers applicables à l'ensemble des instruments de dettes souscrits dans le cadre du refinancement global des dettes du groupe (incluant le RCF) (cf. note 11.3).

**NOTE 9 : IMPÔTS SUR LES RÉSULTATS****Note 9.1 : Ventilation de l'impôt et preuve d'impôts****Ventilation de l'impôt**

(en K€)	31/12/2025	31/12/2024
Impôt exigible	0	0
Impositions différées	-437	180
<b>Impôt sur les bénéfices</b>	<b>-437</b>	<b>180</b>

## Preuve d'impôt

(en K€)	31/12/2025	%	31/12/2024	%
<b>Résultat brut avant impôts</b>	<b>-185 578</b>		<b>-112 088</b>	
Impôt au taux de droit commun	48 036	-25,88%	28 941	-25,82%
Effet des différences permanentes	-1 733	0,93%	1 855	-1,65%
Crédits d'impôts	0	0,00%	5	0,00%
Effet taux	-36	0,02%	1 027	-0,92%
Actif d'impôt non constaté sur pertes reportées	-46 705	25,17%	-31 840	28,41%
Divers		0,00%	192	-0,17%
<b>Impôt sur les bénéfices</b>	<b>-437</b>	<b>0,24%</b>	<b>180</b>	<b>-0,16%</b>

## Note 9.2 : Impôts différés

Conformément à la norme IAS 12, les impôts différés correspondant aux différences temporaires existant entre les bases fiscales et comptables des actifs et passifs consolidés sont enregistrés en appliquant la méthode du report variable à l'exception des *goodwills*.

Les actifs d'impôts différés sont reconnus quand leur recouvrabilité future apparaît probable.

Les actifs et passifs d'impôts différés ne sont pas actualisés. Les actifs et passifs d'impôts différés sont compensés au sein d'une même entité fiscale : société, groupe fiscal. Les impôts différés, calculés sur des éléments imputés en autres éléments du résultat global, sont comptabilisés en capitaux propres. Les actifs et passifs d'impôts différés sont présentés en non courants.

Les impôts différés actifs sur les déficits fiscaux reportables sont comptabilisés lorsqu'il est probable qu'ils pourront être imputés sur des résultats futurs ou des impôts différés passifs, ou en tenant compte d'opportunités fiscales.

Les résultats futurs sont pris en compte sur la base des prévisions les plus récentes établies par la Direction, dans la limite de 5 années.

Le Groupe n'a pas reconnu d'actif d'impôt différé sur déficit conformément à la position de l'ESMA de juillet 2019.

La ventilation des impôts différés actifs et passifs par nature s'analyse comme suit :

(en K€)	30/06/2025	Impacts résultat	Impacts réserves	31/12/2025
Impôts différés liés aux contrats joueurs	-2 435	-629	1 527	-1 537
Autres impôts différés actifs (1)	1 291	192	-1 578	-95
<b>Impôts différés actifs</b>				
<b>Impôts différés passifs</b>	<b>-1 144</b>	<b>-437</b>	<b>-51</b>	<b>-1 632</b>

Le total des actifs d'impôts différés non comptabilisés s'élève au 31 décembre 2025 à 164,9 M€ (calculés au taux de 25%).

(1) Les impôts différés constatés directement en autres éléments du résultat global sont liés à la comptabilisation de l'impact *market to market* des instruments de couverture mis en place sur les financements du projet Groupama Stadium, ainsi qu'aux écarts actuariels sur les indemnités de départ en retraite. Le solde est principalement composé de la différence temporaire liée à l'annulation dans les comptes consolidés du produit de subvention d'investissement liée à la construction du Groupama Stadium de 20 M€ comptabilisé dans Olympique Lyonnais SASU (3,8 M€ au 31 décembre 2025).

## NOTE 10 : CAPITAUX PROPRES

Le tableau de variations des capitaux propres est présenté dans la première partie : États financiers.

**Note 10.1 : Capital social**

Le capital social est composé d'actions ordinaires et a évolué ainsi que détaillé ci-dessous.

La Société n'est soumise à aucune exigence réglementaire en matière de capital. Certains ratios financiers demandés par les banques peuvent prendre en compte les fonds propres. La Direction de la Société n'a pas défini de politique et de gestion spécifique du capital. La Société privilégie à ce jour le financement de son développement par fonds propres et endettement externe.

La Société inclut, pour le suivi de ses capitaux propres, l'ensemble des composantes de capitaux propres et n'assimile pas de passifs financiers à des fonds propres (cf. note 8.3).

Pour rappel, au 30 juin 2025, le capital d'Eagle Football Group était constitué de 175 873 471 actions de valeur nominale égale à 1,52 €, soit un total de 267 327 676 €.

(en K€)	31/12/2025	30/06/2025
Nombre d'actions	175 873 471	175 873 471
Valeur nominale en €	1,52	1,52
<b>Capital social</b>	<b>267 328</b>	<b>267 328</b>

	Nombre d'actions	Nominal en euros	Capital en K€	Primes
<b>Au 30/06/25</b>	<b>175 873 471</b>	<b>1,52</b>	<b>267 328</b>	<b>169 795</b>
Mouvements	0		0	0
<b>Au 31/12/25</b>	<b>175 873 471</b>	<b>1,52</b>	<b>267 328</b>	<b>169 795</b>

**Titres d'autocontrôle**

Le Groupe met en œuvre une politique de rachat de ses propres actions conformément au mandat donné au Conseil d'Administration par l'Assemblée Générale des actionnaires. Le programme de rachat d'actions a pour principal objectif l'animation du titre Olympique Lyonnais Groupe dans le cadre d'un contrat de liquidité. Ce contrat comprend des titres Eagle Football Group, des placements en SICAV et des disponibilités.

Les titres auto-détenus dans le cadre du contrat sont comptabilisés en déduction des capitaux propres pour leur coût d'acquisition.

Les sommes correspondantes aux espèces et autres titres compris dans le contrat de liquidité sont enregistrées en autres actifs financiers. Les produits et charges liés aux titres d'auto-contrôle (résultat de cession, dépréciation...) ne transitent pas par le compte de résultat, mais sont directement imputés sur les capitaux propres pour leur montant net d'impôt.

**Réserves sociales d'Eagle Football Group**

Elles sont ventilées comme suit :

(en K€)	31/12/2025	30/06/2025
Réserves légales	4 502	4 502
Réserves réglementées	37	37
Autres réserves	130	130
Report à nouveau	67 886	67 886
<b>Total réserves sociales</b>	<b>72 556</b>	<b>72 556</b>
Autres réserves Groupe	-674 172	-475 208
<b>Total réserves</b>	<b>-601 616</b>	<b>-402 652</b>

## Notes sur les relations avec les parties liées

Les entités considérées comme parties liées sont :

- (i) la société de droit anglais Eagle Football Holdings Bidco, actionnaire majoritaire direct de la Société (avec près de 90% du capital), dont la majorité du capital est détenue ultimement par M. John Textor (ancien P-DG de la Société), avec d'autres actionnaires minoritaires dont YMK Holdings (entité contrôlée par Michele Kang, actuelle P-DG de la Société) ;
- (ii) les affiliés d'Eagle Football Holdings Bidco, dont notamment les clubs de Molenbeek (Belgique) et Botafogo (Brésil) ;
- (iii) la société de droit floridien Eagle Football Holdings LLC, contrôlée par John Textor ;
- (iv) YMK Holdings (entité contrôlée par Michele Kang) et ses filiales, dont notamment la société OL Féminin SAS qui détient l'équipe féminine professionnelle de l'Olympique Lyonnais.

Le détail des relations entre le Groupe et ses parties liées est présenté ci-dessous. Les principaux flux sont liés à des contrats joueurs, des avances d'actionnaires et comptes courants, des charges d'honoraires et de prêts.

(en K€)	Valeur au bilan	Eagle Football Holdings LLC	Eagle Football Holdings Bidco UK	J.TEXTOR	RWD Molenbeek	BOTAFOGO	YMK	OL FÉMININ
Autres immos incorporelles	7 600	0	0	0	0	7 600	0	0
Immobilisations incorporelles (contrats joueurs)	27 313	0	0	0	27 313	0	0	0
Prov dep. Immo incorp. en cours	-7 600	0	0	0	0	-7 600	0	0
Autres actifs non courants	16 588	0	0	0	0	16 588	0	0
Créances clients et comptes rattachés	1 673	0	0	0	138	154	0	1 381
Créances sur contrats joueurs	0	0	0	0	0	0	0	0
Créances financières courantes	23 167	21 694	0	0	0	1 473	0	0
Autres actifs courants et compte de régularisation	23 127	0	-10 656	0	0	33 783	0	0
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	-4 830	0	0	0	0	0	0	-4 830
Dettes financières non courantes	-28 753	0	-28 753	0	0	0	0	0
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	-5 047	-3 767	0	0	0	-684	0	-596
Dettes sur contrats joueurs	0	0	0	0	0	0	0	0
Dettes financières courantes	-185 148	-35 694	-130 426	-17 922	0	0	0	-1 106
Autres passifs courants et produits constatés d'avance	-5 465	0	-5 057	0	0	0	0	-408

(en K€)	Valeur au compte de résultat	Eagle Football Holdings LLC	Eagle Football Holdings Bidco UK	J.TEXTOR	RWD Molenbeek	BOTAFOGO	YMK	OL FÉMININ
Chiffre d'affaires	328	0	328	0	0	0	0	0
Transfert de charges	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres achats et charges externes	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres produits et charges opérationnels	0	0	0	0	0	0	0	0
Produits de cessions sur contrats joueurs	0	0	0	0	0	0	0	0
Charges sur acquisitions de contrats joueurs	0	0	0	0	0	0	0	0
Produits sur cessions des droits économiques de joueurs	0	0	0	0	0	0	0	0
Charges sur acquisitions des droits économiques de joueurs	0	0	0	0	0	0	0	0
Produits financiers	-516	408	-1 150	0	0	227	0	0
Charges financières	-10 779	-2 214	-6 875	-452	0	0	0	-1 238

Au 31 décembre, le Groupe détient des créances sur SAF Botafogo (société brésilienne possédant le club de football Botafogo à Rio) ainsi que des comptes courants et créances sur les sociétés Eagle Football Holdings LLC et Eagle Football Holdings Bidco qui ont fait l'objet de provision pour dépréciation (cf faits marquants de l'exercice).

Le Groupe reste toujours largement débiteur vis-à-vis d'Eagle Bidco au 31 décembre 2025.

Par ailleurs, le Groupe détient également des créances financières, tout comme des dettes, sur l'entité Eagle Football Holdings LLC, qui n'ont pas fait l'objet de provision pour dépréciation au 31 décembre 2025.

La société suit l'évolution de la situation de SAF Botafogo et de son actionnaire de contrôle Eagle Bidco.

(en K€)	Engagements reçus	Eagle Football Holdings LLC	Eagle Football Holdings Bidco UK UK	J.TEXTOR	RWD Molenbeek	BOTAFOGO	YMK	OL FÉMININ
Engagements liés aux cessions de contrats joueurs sous conditions suspensives	-							
Autres engagements	30 000						30 000	

## Note 10.2 : Résultat par action

Conformément à la norme IAS 33, le résultat net par action non dilué est calculé en divisant le résultat net par le nombre moyen pondéré d'actions, en tenant compte des variations de la période et des actions auto-détenues à la date d'arrêté de l'exercice.

Le résultat dilué par action est calculé en divisant le résultat part du Groupe retraité par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation. En cas de déficit, le résultat par action dilué est égal au résultat non dilué conformément à la norme.

	31/12/2025	30/06/2025
Nombre d'actions à la fin de la période	175 873 471	175 873 471
Nombre moyen d'actions	175 873 471	175 873 471
Nombre d'actions auto détenues à la fin de la période	12 154 398	12 203 932
Nombre proratisé d'actions à émettre (OSRANE)	0	0
<b>Résultat consolidé</b>		
Résultat net part du groupe (en M€)	-186,55	-201,20
Résultat net part du groupe dilué (en M€)	-186,55	-201,20
Résultat net part du groupe par action (en €)	-0,99	-1,07
Résultat net part du groupe dilué par action (en €)	-0,99	-1,07
<b>Dividende net</b>		
Montant net global (en M€)		
Montant net action (en €)		

## NOTE 11 : POLITIQUE DE GESTION DES RISQUES

### Note 11.1 : Risques de change

Dans le cadre du développement d'activité, le Groupe peut être exposé à des risques de change principalement en Réal Brésilien et en Dollars. Il n'y a pas de politique de risque particulière mis en place au sein du Groupe.

Les transactions libellées en devises sont converties au taux de change en vigueur au moment de la transaction. Les pertes et gains de change constatés sur les charges et produits d'exploitation en devises résultant de l'écart entre la valorisation au cours du jour de la transaction et le cours du jour du règlement. Les créances et les dettes



libellées en devises sont converties au taux de change en vigueur à la clôture. Les écarts de conversion en résultant, ainsi que les éléments suivants afférents aux instruments financiers dérivés, constituent des pertes et gains de change.

### **Note 11.2 : Risques de liquidité et continuité d'exploitation**

Comme annoncé début juillet suite au maintien du club en Ligue 1, de nouvelles liquidités et garanties ont été apportées de la part des actionnaires directs et indirects, avec 87,3 M€ d'apport de trésorerie réalisé en juillet 2025 par Eagle Football Holdings Bidco et 30 M€ sous la forme d'une garantie bancaire contre garantie par YMK Holdings (Michèle Kang).

Depuis lors, Eagle Football Holdings Bidco est entrée en procédure d'administration judiciaire au UK, et ses actifs (dont sa participation de 88% dans la Société) sont à vendre.

Les comptes semestriels au 31 décembre 2025 ont été arrêtés selon le principe de continuité d'exploitation, en prenant l'hypothèse de l'arrivée d'un nouvel actionnaire en mesure de participer au besoin de financement de la Société d'ici fin juin 2026 et sur la base d'un plan de financement et de restructuration reposant principalement sur les hypothèses suivantes :

- Absence d'accélération de la dette existante dans le cadre du changement de contrôle à venir ;
- un renforcement de la structure financière de la Société portant sur son passif, incluant des mesures d'aménagement de dettes financières et commerciales ;
- un renforcement des fonds propres de la Société via des abandons de créance par des parties liées et des apports d'actionnaires en capital ;
- un apport de new money sous forme d'une nouvelle ligne de dette d'ici au 31/12/2026 ;
- des cessions de joueurs sur la prochaine période de transferts ;
- un maintien de l'OL en Ligue 1 et une qualification européenne.

Indépendamment de toute nouvelle cession de joueurs et en considérant une qualification en Europa League en 26/27, le besoin de financement est estimé à environ 87 M€ jusqu'au 31 décembre 2026, et à environ 150 M€ sur l'ensemble de la période jusqu'au 30 juin 2027.

Des discussions avancées sont en cours avec les principales parties prenantes de la Société. En parallèle, la recherche d'un nouvel actionnaire de contrôle de la Société est gérée par l'administrateur judiciaire d'Eagle Bidco, qui a lancé un processus compétitif. La finalisation de ces mesures est attendue d'ici la fin de la saison, en vue notamment des échéances de la Société avec les instances footballistiques (DNCG/UEFA).

Après analyse des risques et incertitudes liés notamment à la situation d'Eagle Bidco et aux besoins de liquidité, et en tenant compte de la capacité du Groupe à négocier son plan de financement et de restructuration dans les délais requis, le Conseil d'administration a validé, le 11 mai 2026, les hypothèses structurantes retenues à l'appui du principe de continuité d'exploitation sur la base duquel ont été établis les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2025.

Il est toutefois noté que tout retard important ou toute non-réalisation de ces flux de trésorerie pourrait remettre en cause le principe de continuité d'exploitation de la Société et de ses filiales.

### **Note 11.3 : Les contrats de crédits**

#### **Contrat de crédit de financement de l'activité**

##### **1) Refinancement de la quasi-totalité des dettes bancaires et obligataires au 7 décembre 2023**

Le 7 décembre 2023, le Groupe a finalisé le refinancement de la quasi-totalité de ses dettes bancaires et obligataires.

Ce refinancement a permis à Eagle Football Group et à sa filiale OL SASU de rembourser l'encours de la dette long terme « stade », de sa ligne de crédit senior renouvelable et des prêts PGE contractés pendant les années COVID et s'articule autour de deux nouveaux financements distincts au profit d'OL SASU :

## **Financement FCT**

Une levée de fonds d'un montant total en principal de 320 M€ amortissable sur vingt ans structurés autour d'un fonds commun de titrisation dédié de droit français dont les titres émis en représentation de créances commerciales cédées à titre de garantie essentiellement générées par l'activité du Groupama Stadium ont été souscrits par des investisseurs institutionnels de premier plan essentiellement situés aux États-Unis.

Les agences KBRA Europe et DBRS Morningstar ont respectivement attribué une notation financière définitive de BBB+ et BBB ayant permis au Club d'obtenir un taux fixe de 5,83% par an.

Ce financement a été mis en place aux fins notamment de (i) refinancer la dette bancaire et obligataire long terme d'Eagle Football Group et d'OL SASU (via un remboursement partiel par OL SASU d'un prêt intragroupe existant), (ii) constituer et alimenter le compte de réserve du service de la dette mis en place dans le cadre du financement FCT en garantie de la bonne exécution des obligations d'OL SASU au titre des documents du financement FCT, (iii) financer les coûts de structuration, droits, taxes, commissions et honoraires dus par OL SASU et le fonds commun de titrisation FCT OL StadCo dans le cadre de la mise en place du financement FCT, et (iv) financer les besoins de trésorerie courants d'OL SASU.

Ce financement est encadré par deux types de ratios en applicables à OL SASU : (i) un ratio de couverture du service de la dette historique calculé trimestriellement sur 12 mois glissants, avec un seuil de 1.375, et (ii) un ratio de couverture du service de la dette projeté calculé semestriellement sur les 12 mois à venir, avec un seuil de 1.375.

Un ensemble de sûretés communes est accordé au titre du financement, incluant notamment (i) une hypothèque de premier rang sur le stade, les terrains sur lequel le stade est construit, 1 600 places de parkings souterrains, les terrains correspondant à 3 500 places de parkings extérieurs et les terrains permettant d'accéder au stade, (ii) un nantissement de certains comptes bancaires d'OL SASU ainsi que (iii) diverses cessions de créances à titre de garantie relativement à des créances professionnelles et de droit civil détenues par OL SASU sur ses clients et débiteurs.

OL SASU a également mis en place des comptes spécialement affectés au sens des articles L. 214-173 et D. 214-228 du Code monétaire et financier et d'autres aménagements contractuels spécifiques liés à la structure de financement par titrisation (clauses de recours limité à l'encontre du fonds commun de titrisation FCT OL StadCo, conclusion d'une convention de recouvrement de créances et d'une convention de calcul, etc.) ou exigés par les investisseurs (via notamment la mise en place d'un compte de réserve du service de la dette et la conclusion d'une convention de subordination).

Les contrats relatifs à ce financement contiennent des engagements d'OL SASU et des cas d'exigibilité anticipée, considérés par le Groupe comme usuels pour ce type de financements. Ceux-ci concernent notamment (sans que cette liste soit exhaustive) des limitations en matière d'endettement supplémentaire, un encadrement des cessions d'actifs, des clauses de défauts croisés, ou encore de stabilité de l'actionnariat d'OL SASU et d'Eagle Football Group.

## **Financement Complémentaire Dette Senior**

Une levée de fonds complémentaire de 75 M€ à cinq ans de maturité auprès de banques étrangères de renommée internationale sous forme d'un prêt à terme à taux variable d'un montant total en principal de 32,5 M€ remboursable *in fine* et d'un prêt renouvelable à taux variable (RCF) d'un montant total en principal de 32,5 M€ et d'un prêt à terme à taux variable d'un montant total de 10M€.

Ce financement a été mis en place aux fins de (i) refinancer la dette bancaire et obligataire long terme d'Eagle Football Group et d'OL SASU (via un remboursement partiel par OL SASU d'un prêt intragroupe existant) et (ii) financer les besoins de trésorerie courants d'OL SASU.

Ce financement est encadré par deux types de ratios en USGAAP : (i) un ratio de couverture du service de la dette historique applicable à OL SASU calculé semestriellement sur 12 mois glissants, avec un seuil de 3, et (ii) un ratio de "Gearing" (dette nette sur fonds propres, dans chaque cas sur une base consolidée) applicable au Groupe calculé semestriellement avec un plafond de 4 dégressif à 2.5 à compter du 31 décembre 2026.

Un ensemble de sûretés communes est accordé aux prêteurs au titre de ce financement, incluant notamment (i) un nantissement des actions détenues par Eagle Football Group dans le capital social d'OL SASU, (ii) un nantissement

de certains comptes bancaires d'OL SASU, (ii) diverses cessions de créances à titre de garantie relativement à des créances professionnelles et de droit civil détenues par OL SASU sur ses clients et débiteurs, (iii) des cessions de créances détenues par Eagle Football Group sur OL SASU, et (iv) des cessions de créances détenues par OL SASU sur le fonds commun de titrisation FCT OL StadCo constitué pour les besoins du Financement FCT. Eagle Football Group s'est également portée caution du respect des obligations de sa filiale Olympique Lyonnais SASU au titre de ce financement.

Eagle Football Group et OL SASU ont également mis en place des aménagements contractuels spécifiques exigés par les prêteurs (via notamment la conclusion d'une convention de subordination).

Les contrats relatifs à ce financement contiennent des engagements d'OL SASU et des cas d'exigibilité anticipée, considérés par le Groupe comme usuels pour ce type de financements. Ceux-ci concernent notamment (sans que cette liste soit exhaustive) des limitations en matière d'endettement supplémentaire, un encadrement des cessions d'actifs, des clauses de défauts croisés, ou encore de stabilité de l'actionnariat d'OL SASU et d'Eagle Football Group.

Sur la base de la levée de fonds de 320 M€ et de l'emprunt bancaire de 75 M€, OL SASU bénéficie d'un taux annuel moyen de financement long terme, à compter de sa mise en place, de l'ordre de 6 à 7%, qui sera fonction de l'évolution future des taux de référence.

En juin 2024, OL SASU a bénéficié d'une augmentation du prêt à terme à taux variable prévue dans la documentation initiale pour 10 M€ complémentaires, portant le total de ce prêt à 42,5 M€.

## 2) Centre d'Entraînement et Centre de Formation

Le coût total de construction des nouveaux Centres d'Entraînement et de Formation s'est élevé à environ 30 M€.

Le besoin de financement lié à ces investissements a été couvert par :

- Un contrat de crédit bancaire signé par Eagle Football Group et OL Association le 12 juin 2015 avec Groupama Banque (devenue Orange Bank) pour un montant global de 14 M€ et une durée de 10 ans. Le capital restant dû sur ces crédits s'élevait au 31 décembre 2025 à 0,5 M€.
- Il est à noter que ce contrat de crédit est encadré par un ratio de couverture (rapport entre la valeur des actifs donnés en garantie des crédits et l'encours du crédit) calculé annuellement avec un seuil de 90%.
- Deux leasings pour un montant cumulé de 3,6 M€.
- Un apport en fonds propres d'environ 11,1 M€.
- Une subvention de 1,3 M€ (Conseil Régional).

## Note 11.4 : Risques de marché

### Risques de taux

Le Groupe dispose de moyens de financement sans risque et à très faible volatilité portant intérêt et place sa trésorerie disponible sur des supports de placement rémunérés sur la base des taux variables à court terme. Dans ce contexte, le Groupe est assujéti à l'évolution des taux variables et en appréhende le risque de façon régulière.

### Mise en place d'instrument de couverture sur le Groupama Stadium

Conformément aux obligations de couverture liées au refinancement, OL SASU a mis en place un programme de couverture sur le second trimestre 2024. Il porte sur un nominal de 50% du capital du prêt à terme à taux variable, soit 21,3 M€, et arrive à échéance en novembre 2028.

Les tests ayant démontré l'efficacité de l'instrument, la valeur « *market to market* » a été comptabilisée dans les comptes du Groupe, dans le résultat global, pour un montant de 195 K€ au 31 décembre 2025 net d'impôt.

## Note 11.5 : Risques liés au Groupama Stadium

### Gestion des risques liés au financement du Groupama Stadium

Les instruments de dettes souscrits par Olympique Lyonnais SASU dans le cadre du refinancement signé le 7 décembre 2023 sont encadrés par des ratios, tels que décrits en note 11.3. Le non-respect de l'un de ces ratios pourrait entraîner l'exigibilité anticipée des crédits concernés, ce qui serait susceptible d'affecter de manière significative les perspectives à moyen terme du Groupe.

Par ailleurs, l'encours sur le financement destiné à couvrir partiellement les investissements relatifs aux nouveaux Centre d'Entraînement et Centre de Formation signé par Eagle Football Group et OL Association le 12 juin 2015 avec Groupama Banque (devenue Orange Bank) pour un montant global de 14 M€ et une durée de 10 ans, s'élève au 31 décembre 2025 à 0,5 M€.

### Risques de dépendance vis-à-vis des revenus issus des droits marketing et télévisuels et incertitudes liées à leur évolution

Les droits marketing et télévisuels constituent une source de revenus importante du Groupe. Ils incluent les droits versés par la Ligue de Football Professionnel (LFP) et la Fédération Française de Football (FFF), ainsi que les droits TV UEFA le cas échéant, si le club dispute une compétition européenne.

Une part substantielle des revenus est générée par la vente centralisée des droits télévisuels et marketing qui sont notamment redistribués aux clubs de Ligue 1 (Championnat de France de première division) selon les clés de répartition décrites ci-après.

S'agissant des droits marketing et télévisuels versés par la LFP, ils comprennent une part fixe et une part variable. La part fixe représente 50% de l'enveloppe globale des droits marketing et télévisuels, et est répartie équitablement entre tous les clubs participant à la Ligue 1. La part variable est distribuée aux clubs selon les critères de performance et de notoriété. La LFP pourrait voter de nouvelles clés de répartition qui pourraient être défavorables aux clubs de Ligue 1.

S'agissant des droits marketing et télévisuels versés par l'UEFA, ils comprennent (i) une part fixe composée d'une prime de participation à la compétition, de primes de matchs, de primes de performance et de primes versées en fonction de la progression du Club dans la compétition, et (ii) une part variable déterminée en fonction de la part de marché des droits du pays considéré sur le total des droits européens. La moitié de cette part variable est reversée aux clubs français participants, selon leur classement en Ligue 1 de la saison précédente et le nombre d'équipes françaises participant à la compétition. L'autre moitié est répartie selon le nombre de matchs joués par les clubs français pendant la compétition. La redistribution des recettes générées par la vente centralisée des droits marketing et TV dépend ainsi de nombreux facteurs sur lesquels le Groupe ne peut avoir qu'une maîtrise limitée et qui pourraient évoluer de manière défavorable pour le Groupe. Une réduction des recettes générées par la vente centralisée des droits marketing et TV aurait un impact significatif défavorable sur les ressources et la situation financière du Club.

### Risques liés aux perspectives de revenus et de rentabilité du Groupama Stadium de l'Olympique Lyonnais

Les principaux revenus liés à l'exploitation du Groupama Stadium sont constitués par les produits match day (billetterie Grand Public et VIP, revenus de merchandising jour de match, commission catering), des produits de partenariats liés à la commercialisation de visibilité dans l'enceinte du Groupama Stadium (produits de *naming* notamment), les revenus d'organisation de concerts, d'événements sportifs divers (matchs de rugby, matchs internationaux de football, etc.) et de séminaires *BtoB* et événements corporate.

Une moindre performance commerciale globale pourrait impacter défavorablement certains de ces revenus, ce qui pourrait avoir un impact significatif défavorable sur les résultats et la situation financière du Groupe.

## NOTE 12 : ÉVÉNEMENTS POST-CLÔTURE

### Cessions de joueurs

Téo Barisic au club croate de Rijeka pour un montant de 0,4 M€ auquel pourra s'ajouter un intéressement complémentaire de 12,5% sur une éventuelle plus-value future.

### Mutations temporaires de joueurs

Martin Satriano prêté au club espagnol de Getafe jusqu'au 30 juin 2026 pour un montant maximum de 0,3 M€ avec une option d'achat de 6,5 M€. Le 30 mars 2026, le joueur a fait l'objet d'un transfert permanent vers le club de Getafe pour un montant de 6,0 M€ et un montant maximum de bonus pouvant atteindre 0,2 M€.

Alexjandro Rodriguez au club d'Annecy et Enzo Molebe au club de Montpellier sous la forme de deux prêts gratuits jusqu'au 30 juin 2026 sans option d'achat.

### Acquisitions de joueurs

Noah Nartey en provenance du club danois de Brondby pour un montant de 7,5 M€ auquel pourra s'ajouter un bonus pouvant atteindre 2,5 M€ et un intéressement complémentaire de 20% sur la plus-value d'un éventuel transfert.

### Procédure d'administration de la société Eagle Football Holdings Bidco – mise en vente du Club

A la suite de l'annonce de l'entrée en procédure d'administration judiciaire d'Eagle Bidco le 27 mars 2026, l'administrateur judiciaire d'Eagle Bidco (Cork Gully) a lancé un processus de vente des actifs détenus par Eagle Bidco dont la participation de 88% détenue par Eagle Bidco dans EFG. Cette vente étant susceptible de générer un changement de contrôle de la Société suivi d'une offre publique obligatoire sur ses titres, et eu égard aux potentiels sujets de conflits d'intérêts puisque Michele Kang (P-DG de la Société) est susceptible de travailler sur une offre de reprise<sup>13</sup>, un Comité ad hoc composé de trois administrateurs indépendants (à savoir Gilbert Saada (Président), Nathalie Dechy et Victoria Westcott) a été mis en place par le Conseil d'Administration le 14 avril 2026. Ce Comité est chargé de suivre le processus d'administration pour le compte de la Société et d'émettre le cas échéant une recommandation au Conseil d'administration sur l'intérêt d'une éventuelle offre publique pour la Société, ses actionnaires et ses salariés. En outre, une délégation de pouvoirs a été consentie par Michele Kang à Gilbert Saada pour agir au nom et pour le compte de la Société et de sa filiale Olympique Lyonnais SASU notamment dans le cadre de l'évaluation et de la négociation d'une opération potentielle concernant le capital et/ou les actifs d'Eagle Bidco et le renforcement de la structure financière de la Société.

### Négociations d'une restructuration financière – obtention d'un « waiver » bancaire

En parallèle du processus mené par Eagle Bidco décrit ci-avant, le Groupe négocie avec ses créanciers ou contreparties en vue d'assainir sa structure financière – étant noté que le Groupe a obtenu le 6 mai 2026 un « waiver » de la part de ses prêteurs RCF/TL en raison d'un défaut sur un ratio au 31 décembre 2025 – illustrant le caractère constructif des discussions en cours pour assainir la situation financière du Club.

La finalisation de ces mesures de restructuration est attendue d'ici la fin de la saison, en vue notamment des échéances du groupe avec les instances footballistiques (DNCG/UEFA). Eagle Football Group est en lien étroit avec Cork Gully qui a connaissance des jalons essentiels à venir.

<sup>13</sup> Dans le cadre de la procédure d'administration d'Eagle Bidco, des NDA ont été signés avec des potentiels tiers intéressés par le rachat des 88% d'EFG détenus par Eagle Bidco, dont un consortium constitué notamment de fonds Ares Capital et d'un affilié de Michele Kang. Voir communications de la Société du 14 avril 2026.

# ATTESTATION DU RESPONSABLE DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes consolidés résumés pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes semestriels, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

Décines, le 13 mai 2026

**Michele KANG**

**Présidente-Directrice Générale**

# RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'INFORMATION FINANCIÈRE SEMESTRIELLE

Période du 1<sup>er</sup> juillet 2025 au 31 décembre 2025

Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, et en application de l'article L. 451-1-2 III du code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés de la société Eagle Football Group, relatifs à la période du 1<sup>er</sup> juillet 2025 au 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité du conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

## Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France.

Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés résumés avec la norme IAS 34, norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

Sans remettre en cause la conclusion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention :

- sur la note « 11.2 : Risques de liquidité et continuité d'exploitation » de l'annexe, qui détaille l'incertitude significative liée à des événements ou des circonstances susceptibles de remettre en cause le principe de continuité d'exploitation ;
- sur les notes « Faits marquants – Créances envers le club de Botafogo SAF », « 4.3 : Créances clients et actifs liés aux contrats clients », « 4.5 Autres actifs courants » et « 4.9 Autres actifs non courants » de l'annexe, qui détaillent les modalités d'évaluation des dépréciations comptabilisées sur les créances envers les sociétés Botafogo SAF et Eagle Football Holding Bidco, ainsi que la note « 7 Autres provisions et passifs éventuels » de l'annexe qui détaille le litige au 31 décembre 2025 avec la société Botafogo SAF ;
- sur les notes « Faits marquants - Garanties (dont la validité reste à confirmer) découvertes postérieurement à la clôture » et « 6.3.3 : Autres engagements – Autres engagements donnés » de l'annexe, qui décrivent les informations relatives aux garanties découvertes postérieurement à la clôture de l'exercice.

### Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés résumés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés résumés.

Les Commissaires aux comptes

Forvis Mazars  
Lyon, le 13 mai 2026

BDO  
Paris, le 13 mai 2026

Arnaud Fleche  
Associé

Emmanuel Charnavel  
Associé

Sébastien Haas  
Associé





EAGLE  
FOOTBALL GROUP

GROUPAMA STADIUM  
10 avenue Simone Veil CS 70712  
69153 Décines cedex France  
Tel: + 33 (0)4 81 07 55 00  
421 577 495 RCS LYON

[finance.eaglefootballgroup.com](http://finance.eaglefootballgroup.com)  
[finance@eaglefootballgroup.com](mailto:finance@eaglefootballgroup.com)